



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2016



CABO VERDE



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

PROFIL DE PAYS

2016



CABO VERDE

Commandes

Pour commander des exemplaires du Profil de pays - Cabo Verde, veuillez contacter :

Section des publications

Commission économique pour l'Afrique

B.P. 3001

Addis-Abeba, Éthiopie

Tél. : +251-11- 544-9900

Télécopie : +251-11-551-4416

Adresse électronique : ecainfo@uneca.org

Web : www.uneca.org

Pour télécharger gratuitement une copie électronique des publications de la CEA, veuillez accéder au site : www.uneca.org/publications

© 2017 Commission économique pour l'Afrique

Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés

Premier tirage : mars 2017

ISBN : 978-99944-68-88-1

Toute partie du présent ouvrage peut être citée ou reproduite librement. Il est cependant demandé d'en informer la Commission économique pour l'Afrique et de lui faire parvenir un exemplaire de la publication.

Note

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de la Commission économique pour l'Afrique aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou leur stade de développement. Les désignations « développé », « industrialisé » et « en développement » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.

Sommaire

Liste des sigles et abréviations	v
Remerciements	vii
Cabo Verde en bref	viii
1. Vue d'ensemble	1
2. Contexte national et sous-régional	3
3. Performances économiques	6
3.1 Croissance économique	6
3.2 Politique budgétaire	9
3.3 Inflation et Politique monétaire	11
3.4 Compte courant	12
3.5 Compte de capital et financier	14
4. Développement social	15
4.1 Dynamique démographique	15
4.2 Pauvreté et emploi	16
4.3 Santé	18
4.4 Éducation	19
4.5 Évaluation de l'égalité de genre au Cabo Verde	20
5. Principaux défis	22
5.1 Une insertion limitée au marché sous-régional et régional	23
5.2 Des facteurs spécifiques expliqueraient-ils les faibles performances du Cabo Verde en matière d'intégration régionale ?	25
5.3 Facteur lié aux potentialités économiques et commerciales	28
5.4 Pistes et orientations pour un meilleur ancrage du Cabo Verde dans le marché sous-régional et régional africain	29
5.5. Messages à retenir	30
6. Évaluation de la qualité des données nationales	33
Bibliographie	35

Liste des sigles et abréviations

BAD	Banque africaine de développement
BCV	Banco de Cabo Verde
BTP	Bâtiments et travaux publics
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CER	Communauté économique régionale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
DAES	Département des affaires économiques et sociales de l'ONU
DSCRP	Document de stratégie, de croissance et de réduction de la pauvreté
IDE	Investissement direct étranger
IDH	Indice de développement humain
IIRA	Indice d'intégration régionale en Afrique
INE	Instituto Nacional de Estatística
MFP	Ministère des finances et du plan
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OIG	Organisation intergouvernementale
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
OMVS	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal
OMVG	Organisation pour la mise en valeur du fleuve Gambie
PEID	Petits États insulaires en développement
PIB	Produit intérieur brut
PIDA	Programme pour le développement des infrastructures en Afrique
PIP	Programme d'investissement public
PMA	Pays moins avancés

UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
TIC	Technologie de l'information de la communication
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
VIH/sida	Virus de l'immunodéficience humaine/Syndrome de l'immunodéficience acquise
WDI	World development indicators

Remerciements

La série de profils de pays publiés par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) a pour objectif de produire et de diffuser des analyses et des recommandations de politiques propres à chaque pays et à chaque région qui tendent à promouvoir une transformation économique qui viendrait favoriser une croissance soutenue et un développement social durable, renforcer l'intégration régionale et faciliter la planification du développement et la gouvernance économique. Les profils de pays sont le fruit de la collaboration des bureaux sous-régionaux de la CEA et du Centre africain pour la statistique, avec des apports de la Division des politiques macroéconomiques, de la Division de l'intégration régionale et du commerce et de la Division des politiques de développement social.

Le profil de pays du Cabo Verde a été réalisé sous la coordination générale et l'orientation de Giovane Biha, Secrétaire exécutive adjointe de la CEA, chargée de la diffusion du savoir, et a été rédigé sous la supervision directe de Dimitri Sanga, Directeur du Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest et la coordination technique de Bakary Dosso, Chef du Centre sous-régional de données. L'auteur principal du profil de pays du Cabo Verde était Amadou Diouf, Chargé des affaires économiques, assisté par Mamadou Sebeogo, Chargé des affaires économiques. D'importantes contributions ont été apportées au profil de pays par des institutions nationales comme le Ministère des finances et l'Institut national de statistique.

Le groupe d'examen interne mis en place par la Section de qualité opérationnelle de la CEA a fourni de précieuses observations et contributions. Nous tenons également à remercier M. Lambert N'galadjo Bamba, Professeur d'économie à l'Université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan (Côte-d'Ivoire) pour ses avis d'expert et sa perspicacité et Monsieur José Agnelo Sanches, économiste, pour sa contribution technique.

Une mention spéciale va enfin à la Section des publications de la CEA qui aura pourvu à l'édition, la traduction, la conception graphique et l'impression du présent profil de pays.

Cabo Verde en bref

Informations générales		Classement	Rang	Sur un total de	Année	Source
Sous-région	Afrique de l'Ouest	Indice de développement humain	122 ^e	188	2015	PNUD
Langue officielle	Portugais	Indice d'inégalité de genre	n/d	-	-	PNUD
Monnaie	escudo	Indice Ibrahim de la gouvernance africaine	2 ^e	54	2015	Fondation Mo Ibrahim
Capitale	Praia	Indice de la facilité de faire des affaires	126 ^e	189	2015	Banque mondiale
Appartenance à une/des communauté(s) économique(s) régionale(s)	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)	Indice de perception de la corruption	55 ^e	167	2015	Transparency International



Croissance économique

La croissance économique du Cabo Verde a amorcé une décélération depuis 2011 (4,0 %) pour s'établir à 1,5 % en 2015. Cette évolution est attribuable aux effets combinés d'une conjoncture extérieure difficile, d'un ralentissement dans la mise en œuvre du programme d'investissements publics (PIP), de la baisse des investissements directs étrangers (IDE), des envois de fonds des ressortissants du Cabo Verde à l'étranger et de l'aide publique au développement. Le tourisme, le commerce, la construction (BTP) et le transport constituent les sous-secteurs les plus contributifs au PIB. La structure du PIB est dominée sur la période 2010-2015 par les activités du secteur tertiaire avec 62,0 % en moyenne.



Politique budgétaire

Le déficit budgétaire global s'est résorbé progressivement pour s'établir à 3,8 % du PIB en 2015, soit légèrement au-delà de la norme communautaire de 3,0 %, contre 7,3 % en 2014, dû à une politique de maîtrise des dépenses de fonctionnement et de baisse des dépenses d'investissements publics. Cependant, le profil du processus d'endettement du pays constitue une alerte sur sa soutenabilité, car l'encours de la dette publique a atteint 121,0 % du PIB en 2015.



Politique monétaire

La politique monétaire de la Banque centrale du Cabo Verde est orientée vers le ciblage de l'inflation, et a permis la maîtrise de la hausse du niveau général des prix en dessous de la norme communautaire de 5,0 % depuis 2012. Le taux directeur de la Banque centrale et le taux débiteur ont également chuté en 2015 comparativement à 2014 de 18,0 % et 12,6 % pour s'établir à 3,5 % et 11,5 % respectivement.



Compte courant

Le déficit du compte courant s'est inscrit dans une tendance à l'amélioration depuis 2012 en passant de 16,2 % du PIB en 2011 à 5,2 % en 2015 contre 8,6 % du PIB en 2014. Cette amélioration du déficit est en partie due à l'amélioration des exportations de biens et de services non facteurs, notamment les services touristiques.



Investissement direct étranger

Le déficit du compte financier est passé de 16,8 % du PIB en 2012 à 12,0 % en 2014, puis à 8,3 % en 2015. Cette évolution favorable est principalement liée aux flux nets des investissements directs étrangers (IDE) qui ont progressé de 6,3 % du PIB en 2014 à 6,8 % du PIB en 2015.



Dynamique démographique

La population résidente totale du Cabo Verde est estimée en 2015 à 524 833 habitants, avec un taux de croissance démographique de 1,2 % (contre 2,4 sur la période 1990-2000) et un taux de fécondité de 2,3 enfants, soit les niveaux les plus faibles de la sous-région. Avec une densité de 135,2 habitants/Km² et une population urbaine de 64,0 % en 2015, la population de Cabo Verde est à dominance très jeune (soit un âge moyen de 28 ans) avec 47,4 % de la population totale ayant moins de 24 ans.



Pauvreté

L'incidence de la pauvreté a été estimée à 25,0 % en 2011 (contre 26,6 % en 2007 et 49,0 % en 1990), représentant l'un des plus faibles taux de pauvreté de la sous-région avec une forte disparité entre le milieu urbain et rural. Ce taux est estimé à 13,2 % en milieu urbain et à 44,3 % en milieu rural en 2011.



Emploi

Le taux de chômage est évalué à 12,0 % en 2014. Il constitue une préoccupation majeure, en particulier pour la frange jeune de la population (14-24 ans), avec près d'un jeune sur deux sans emploi (50,8 % en 2014).



Santé

Le Cabo Verde a réalisé des progrès substantiels en matière de santé. Le taux de mortalité infantile s'est établi en 2013 à 21,4 décès pour 1 000 naissances vivantes contre 22,9 en 2010. Quant au taux de mortalité maternelle, il est passé de 49,1 à 37,9 décès pour 100 000 naissances vivantes sur la même période.



Éducation

La politique de l'enseignement primaire universel a permis de construire un système éducatif relativement performant par rapport aux autres pays de la sous-région. Les taux d'alphabétisation et les taux nets de scolarisation au primaire et secondaire s'établissent ainsi en 2014 à 86,5 %, 92,9 % et 70,1 % respectivement.



Genre

Des efforts remarquables sont enregistrés en matière de promotion de l'égalité de genre au Cabo Verde. Il y est noté une égalité des sexes s'agissant du taux de survie des enfants de moins de cinq ans, des enfants de moins de 5 ans sans retard de croissance et du taux d'alphabétisation des 15-24 ans. On relève une situation plus favorable pour les femmes concernant l'accès à l'enseignement secondaire et tertiaire et en ce qui concerne l'espérance de vie à la naissance, celle des femmes, évaluée à 79,9 ans en 2015 dépassant celle des hommes de huit ans (INE, 2015a). Par contre, au niveau de la représentation politique, seulement 20,8% des parlementaires sont des femmes.

Vue d'ensemble

Sorti du groupe des pays les moins avancés (PMA) pour accéder à celui des pays à revenu intermédiaire en 2007, le Cabo Verde est une petite économie ouverte au reste du monde. La croissance économique du pays a amorcé une décélération depuis 2011 (4,0 %) pour s'établir à 1,5 % en 2015. Cette évolution est attribuable aux effets combinés d'une conjoncture extérieure difficile, d'un ralentissement dans la mise en œuvre du programme d'investissements publics (PIP), de la baisse des investissements directs étrangers (IDE), des envois de fonds des ressortissants du Cabo Verde à l'étranger et de l'aide publique au développement. Les sous-secteurs les plus contributifs au PIB en 2015 sont principalement le tourisme, le commerce, la construction et le transport, notamment aéroportuaire, avec des parts respectives de 22,0 %, 11,0 %, 8,4 % et 10,0 %.

Au niveau de la gestion des finances publiques, le déficit budgétaire global s'est résorbé progressivement pour s'établir à 3,8 % du PIB en 2015 contre 7,3 % en 2014, dû principalement à la maîtrise des dépenses de fonctionnement et à la baisse des dépenses d'investissements publics. Cependant, le profil d'endettement du pays est relativement préoccupant. En effet, l'encours de la dette publique a atteint 121,0 % du PIB en 2015 (contre 115,0 % du PIB en 2014), avec une composante extérieure d'environ 70,0 % en moyenne au cours des cinq dernières années. La politique monétaire de ciblage de l'inflation a permis d'assurer une stabilité des prix qui restent maintenus en dessous de la norme communautaire de 5,0 % depuis 2012. Pour sa part, le déficit du compte courant s'est inscrit dans une tendance à l'amélioration depuis 2012 en passant de 16,2 % du PIB en 2011 à 5,2 % en 2015.

Le Cabo Verde est l'un des rares pays de la sous-région et du continent à atteindre avant l'échéance 2015 la quasi-totalité des cibles des indicateurs OMD en matière de lutte contre la pauvreté et la faim, d'accès aux services de santé et d'éducation. En effet, selon l'Institut national de la statistique, l'incidence de la pauvreté a baissé de 49,0 % en 1990 à 25,0 % en 2011. Au plan sanitaire, les taux de mortalité infantile et de mortalité maternelle s'établissant respectivement à 21,4 décès pour 1 000 naissances vivantes et 37,9 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2013. Quant au secteur de l'éducation, les taux d'alphabétisation et les taux nets de scolarisation au primaire et secondaire s'établissent en 2014 à 86,5 %, 92,9 % et 70,1 % respectivement, même si la qualité de l'enseignement dans tous les cycles demeure une préoccupation nationale (BAD et coll., 2015).

Sur le plan de l'intégration sous-régionale, le Cabo Verde enregistre des performances relativement faibles qui seraient liées entre autres à des facteurs ethnolinguistiques et historiques, à la situation insulaire du pays ou encore à de faibles potentialités commerciales à l'extérieur. En effet, le Cabo Verde se classe globalement dixième sur les 15 pays de la CEDEAO en matière d'intégration. À l'exception des infrastructures régionales et de la libre circulation des personnes, le pays affiche d'importantes limites en matière d'intégration commerciale, productive et financière.

Contexte national et sous-régional

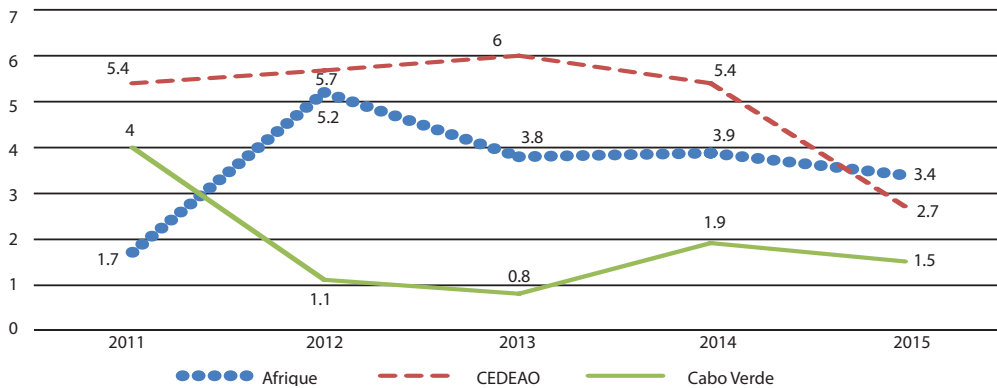
Le contexte économique de Cabo Verde est marqué, à l'exception de l'année 2011, par un essoufflement de la croissance économique depuis 2009 du fait de la détérioration de l'environnement économique externe avec notamment les effets retardés de la crise financière et économique internationale de 2008-09 et des politiques de resserrement budgétaire dans la zone euro et aux États-Unis de 2010-12. Sous les effets combinés d'une conjoncture extérieure difficile, d'un ralentissement des investissements publics et des investissements directs étrangers (IDE), d'une baisse des envois de fonds des Cabo Verdiens de l'étranger et de l'aide publique au développement, la croissance économique s'est établie à 1,5 % en 2015 contre 1,9 % en 2014, soit à un niveau nettement en dessous de celle de la CEDEAO (2,7 % en 2015 contre 5,4 % en 2014) et de l'Afrique (3,4 % en 2015 contre 3,9 % en 2014 (CEA, 2016a). Ces évolutions confirment des contre-performances notées depuis 2009 (INE, 2016).

Des perspectives plus favorables sont toutefois escomptées selon le cadrage macroéconomique élaboré par le Ministère des finances et du plan en mars 2015. Ainsi, le renforcement de la reprise de l'activité économique entamée en 2014 serait attendu en 2016-2017 à la faveur des bonnes performances du secteur du tourisme, d'un renforcement du crédit au secteur privé, d'une diversification de la production, notamment dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche, d'une amélioration de la productivité et d'une modeste reprise économique dans la zone euro (OCDE, 2015). Le pays reste cependant vulnérable entre autres à des risques liés à son exposition depuis mai 2015 à la maladie à virus Zika.

Au niveau de la sous-région, la croissance économique a enregistré une décélération en 2015 pour s'établir à 2,7 % contre 5,4 % en 2014. Cette décélération est due en partie à la baisse des prix des matières premières, notamment du pétrole. La chute brutale du prix du pétrole, qui a perdu plus de la moitié de sa valeur en moins d'une année, a mis en exergue la fragilité des fondamentaux de la croissance économique de la sous-région qui est fortement dépendante de l'exportation de matières premières (CEA, 2016).

Malgré l'accélération attendue de l'activité économique dans la sous-région en 2016 et en 2017 (CEA, 2016a), il convient de souligner que la CEDEAO continue d'être exposée à des risques majeurs. Il s'agit notamment des potentiels effets des changements climatiques qui

Figure 1 : Évolution du taux de croissance du PIB réel du Cabo Verde, de la sous-région CEDEAO et de l'Afrique (en pourcentage)



Source : Base de données CEA, <http://ecastats.uneca.org/statbase>, INE, 2016.

se traduisent par la raréfaction et l'irrégularité des pluies, les menaces d'insécurité, notamment le terrorisme dans la sous-région et les risques d'instabilité sociopolitique.

Sur le plan de l'intégration régionale et sous-régionale, le Cabo Verde fait partie du groupe de petits États insulaires en développement (PEID) et de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). À ce titre, il s'attelle à la mise en oeuvre des six critères rationalisés du Pacte de convergence et de stabilité macroéconomique de la CEDEAO. Ainsi, 50,0 % de ces critères ont été respectés par le pays sur la période 2013-2014, soit deux critères de premier rang et un critère de second rang.

Tableau 1 : État de respect des critères de convergence macroéconomiques 2013-2014

Critères	Normes CEDEAO	2013	2014
Premier rang			
Ratio du déficit budgétaire, dons compris (base engagement)/PIB nominal	≤ 3 %	8,8 %	8,5 %
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤ 5 %	1,5 %*	-0,2 %*
Financement du déficit budgétaire par la Banque centrale/re-cettes fiscales de l'année précédente	≤ 10 %	0 %*	0 %*
Réserves brutes en mois d'importations	≥ 6	4,9	5,9
Second rang			
Ratio dette publique/PIB nominal	≤ 70 %	101,6 %	115 %
Taux de change nominal (stable)	±10	4,1 %*	0,1 %*

Source : CEDEAO, Rapport de convergence-Pays 2014.

(*) critère satisfait

Encadré 1: Indice d'intégration régionale en Afrique - Cabo Verde

L'indice d'intégration régionale en Afrique permet de d'apprécier dans quelle mesure chaque pays africain respecte ses engagements par rapport aux cadres d'intégration panafricaine tels que l'Agenda 2063 et le Traité d'Abuja. Établi conjointement par la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine et la CEA, l'indice s'intéresse aux dimensions suivantes : la libre circulation des personnes, l'intégration commerciale, l'intégration productive (développement des chaînes de valeur régionales), les interconnexions et les infrastructures régionales ainsi que la convergence des politiques macroéconomiques. La section suivante rend compte des indicateurs retenus par l'indice.

Classement général :

Douzième du classement au sein de la CEDEAO (note : 0,44), le pays le mieux classé de la CEDEAO étant la Côte d'Ivoire (note : 0,68)*. Par dimension, les performances du pays se présentent comme suit :

Libre circulation des personnes	Intégration commerciale	Intégration productive	Infrastructure	Intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques
Premier de la CEDEAO (note : 0,8).	Douzième de la CE-DEAO (note : 0,17). Le pays le mieux classé de la CEDEAO est le Nigéria (note : 1).	Treizième de la CEDEAO (score – 0,11). Le pays le mieux classé de la CEDEAO est la Gambie (note : 0,52).	Premier de la CEDEAO (note : 0,68).	Neuvième de la CEDEAO (note : 0,44). Le pays le mieux classé de la CEDEAO est le Niger (note : 1).

Libre circulation des personnes: Le pays partage la première place avec les autres pays de la CEDEAO. Le Cabo Verde permet aux ressortissants de tous les autres pays de la CEDEAO l'entrée sans visa sur son territoire. Il a également ratifié les instruments de la CEDEAO relatifs à la libre circulation des personnes, au droit d'établissement et à la libre circulation des travailleurs.

Intégration commerciale: Le pays a une faible performance, se situant au douzième rang dans la CEDEAO. Le Cabo Verde applique un tarif moyen d'environ 11,0 % aux importations en provenance de la CEDEAO (d'après les données de 2014). C'est le troisième taux en importance au sein du groupement. De 2010 à 2013, les importations en provenance de la CEDEAO ne représentaient que 0,0% du PIB du Cabo Verde, soit le ratio le plus bas parmi les pays membres de la communauté.

Intégration productive: Le pays semble faiblement intégré dans les chaînes de valeur régionales. La complémentarité commerciale est faible entre le pays et ses partenaires. Celui-ci affiche un indice de complémentarité commerciale de 0,11 (d'après les données 2013), ce qui indique une faible corrélation entre ses exportations et la structure des importations de la CEDEAO. La part des produits intermédiaires dans les importations de Cabo Verde en provenance des communautés économiques régionales de la CEDEAO était de 0,0 %. La part des produits intermédiaires du Cabo Verde dans les exportations totales de la CEDEAO était de 0,0 % en moyenne (soit la plus faible du groupement).

Infrastructure: Le pays se classe au premier rang dans la CEDEAO. Le Cabo Verde a occupé le premier rang des pays membres de la CEDEAO s'agissant de ses résultats moyens dans l'indice de développement des infrastructures de la BAD entre 2010 et 2012. Près de 68,0 % des vols internationaux à destination et en provenance du pays sont des vols intra-CEDEAO, ce qui représente le neuvième taux le plus élevé parmi les États membres de la CEDEAO. On ne dispose toutefois pas de données sur le coût dans le pays des services de téléphonie mobile permettant l'itinérance intra-africaine.

Intégration financière et convergence des politiques macroéconomiques: Le pays se classe au neuvième rang dans la CEDEAO. Le taux d'inflation de Cabo Verde est faible, à environ 2,0 %, soit le sixième taux le plus bas de la CEDEAO.

Dans l'ensemble, la performance du Cabo Verde a varié de moyenne à faible, avec cependant de très bons résultats dans les domaines de la libre circulation des personnes et des infrastructures. Elle a également varié de moyenne à faible, concernant l'intégration productive, l'intégration commerciale ainsi que l'intégration financière et la politique macroéconomique. Pour améliorer ses résultats, le pays pourrait envisager, d'une part, de nouvelles mesures de politique macroéconomique favorables à une croissance soutenue du commerce intrarégional de biens et services et, d'autre part, la réduction des tarifs intrarégionaux.

* Un classement à l'échelle du continent, permettant une comparaison des indices d'intégration régionale de tous les pays africains de toutes les communautés économiques régionales, est en cours de réalisation et sera ajouté aux mises à jour ultérieures des profils de pays de la Commission économique pour l'Afrique.

3

Performances économiques

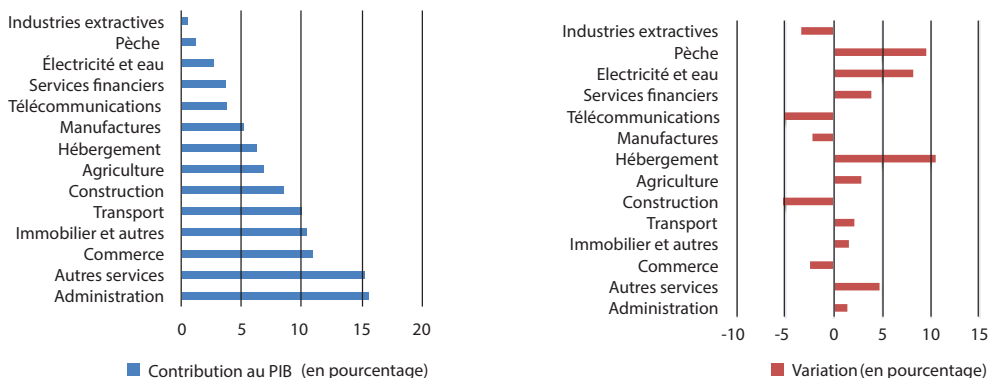
3.1 Croissance économique

L'activité économique du Cabo Verde est structurellement dominée par le secteur tertiaire (hors impôts et taxes) avec une contribution moyenne de 62,0 % sur la période 2010-2015, suivi du secteur secondaire avec 17,1 % et du primaire avec 8,4 % sur la même période. En termes d'activités, le tourisme (représenté par les sous-secteurs hébergement-restauration et immobilier-autres services), la construction, le commerce et le transport constituent les principaux leviers de la croissance économique du Cabo Verde.

Les performances du secteur tertiaire sont fortement influencées par le tourisme, le commerce et le transport qui ont contribué au PIB en 2015 à hauteur de 22,0 %, 11,0 % et 10,0 % respectivement. Il faut souligner que l'année 2015 a été marquée par une croissance réelle de la valeur ajoutée de la branche hébergement et restauration de 10,5 % (contre une baisse de 2,0 % en 2014) traduisant ainsi une reprise dynamique du secteur du tourisme. En effet, le développement du secteur touristique amorcé à partir de 1990 a permis de faire du tourisme l'un des principaux leviers de l'économie en termes de contribution au PIB et de création d'emplois.

Toutefois, il convient de souligner que la timidité dans la reprise de l'activité économique mondiale et les coûts relativement élevés du transport à destination du Cabo Verde ainsi

Figure 2 : Contributions sectorielles au PIB en 2015 et variation annuelle des valeurs ajoutées sectorielles par rapport à 2014 (en pourcentage)



Source : INE, 2016 et calculs de la CEA.

Encadré 2: Dynamisme du secteur touristique

Les activités du sous-secteur du tourisme constituent la principale locomotive de l'économie du Cabo Verde, notamment en termes de contribution au PIB, de création d'emplois, de recettes d'exportation et budgétaire. Avec 539 621 touristes internationaux qui ont visité le Cabo Verde en 2014 (INE, 2016), soit plus que la population du pays, avec un ratio de touriste par habitant de 1,04, les activités du sous-secteur du tourisme ont contribué à elles seules en 2015 à 22,0 % au PIB (INE, 2016).

Le volume d'entrées de fonds induites par les activités touristiques a été estimé à 19,2 % du PIB en 2014 (BCV, 2015). Les recettes touristiques ont été estimées à 377,87 millions de dollars des États-Unis en 2015, soit 89,8 % des recettes totales de l'État (CEA et coll., 2016). Selon les statistiques du commerce international (base de données de la CNUCED), en termes de recettes d'exportations, le tourisme au sens strict a représenté en 2015 64,5 % des recettes d'exportations totales de services et plus de 55,0 % des exportations totales de biens et services du pays. En termes d'emplois, le sous-secteur à lui seul a contribué en 2015 à hauteur de 38 % à leur création (CEA et coll., 2016).

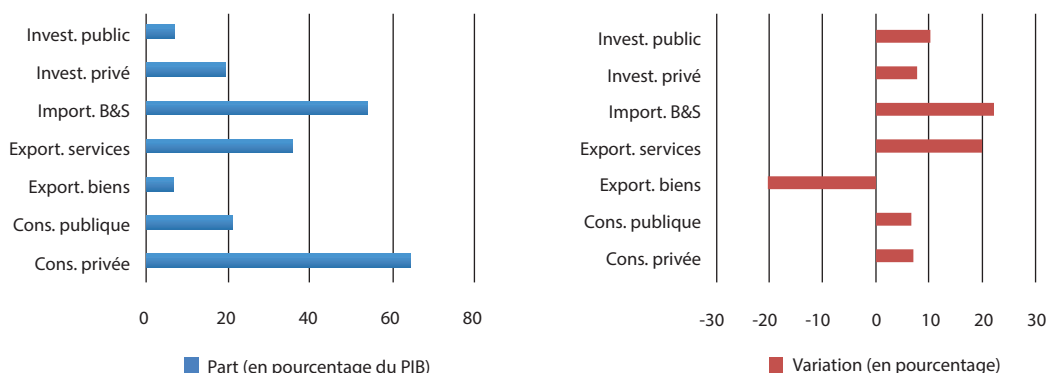
Sur le plan de la vision de développement du secteur, il faut souligner que le pays a adopté en 2009 un plan stratégique du secteur avec comme ligne directrice une meilleure intégration du tourisme dans l'économie locale avec une segmentation des offres touristiques entre les îles et l'établissement d'un marché offrant des produits de haute qualité afin de faire face à la rude concurrence mondiale de l'industrie touristique. La pérennisation des activités touristiques, la promotion d'un tourisme plus vert, la certification des produits locaux, l'amélioration du système de transport inter-îles, l'amélioration des retombées pour la population locale et la préservation du capital naturel du secteur constituent les principaux défis du secteur. Comme résultats de mise en œuvre de la stratégie, on énumère déjà la création en 2012 d'une École de l'Hôtellerie et du Tourisme, plusieurs réformes sectorielles et des révisions législatives ont été faites, notamment en rapport avec les prestations de services et l'urbanisation afin de libérer le potentiel du secteur pour parvenir à une industrie touristique mondialement compétitive.

que les autres facteurs de production (téléphone, électricité, etc.) constituent de potentielles menaces pour la consolidation des performances du sous-secteur touristique. À l'instar des répercussions négatives de l'épidémie à virus Ebola sur la destination Afrique, le secteur pourrait aussi être affecté par les risques sanitaires liés au virus Zika. Le Cabo Verde est en effet le premier pays africain le plus affecté, avec 7 557 cas suspects de Zika recensés en mai 2016 (OMS, 2016).

Quant au secteur secondaire, il ressort avec une contribution au PIB de 16,2 % en 2015, du fait principalement des sous-secteurs construction (8,4 %) et manufacturier (5,2 %). La faiblesse du marché intérieur, l'insularité du pays, l'éloignement des principaux marchés et les limites en ressources stratégiques (terre, eau et matières premières) constituent les principaux facteurs de contre-performance du secteur industriel du Cabo Verde.

Pour ce qui est du secteur primaire dont la contribution au PIB en 2015 était seulement de 8,3 %, le sous-secteur agriculture en est le principal contributeur avec 6,8 %. La faible contribution de l'activité agricole est liée aux mauvaises conditions naturelles, notamment l'absence de terres cultivables avec seulement 10,0 % de terres arables et la rareté des ressources hydrauliques avec des fréquents épisodes de sécheresse (Banque mondiale, 2016). Ainsi, la production agricole ne couvre que moins de 10,0 % des besoins alimentaires du pays. Il convient de souligner que malgré le dynamisme apparent du sous-secteur de la pêche, sa contribution à la création de

Figure 3 : Parts relatives des agrégats de la demande et des importations par rapport au PIB et variations annuelles (2015, en pourcentage)



Source : Calculs de la CEA à partir des données de l'INE, 2016.

la richesse nationale reste structurellement faible, soit environ 1,0 % du PIB au cours des cinq dernières années. Cependant, il convient de noter les efforts en cours de transformation des produits halieutiques, qui constituent les premiers produits d'exportations du pays.

Du côté de la demande globale, le rythme des investissements publics a ralenti en 2015 avec seulement une hausse de 6,7 % contre 17,3 % en 2014 pour un volume représentant en moyenne 21,0 % du PIB au cours des deux dernières années (INE, 2016). Par ailleurs, les investissements privés qui se sont accrus de 15,0 % et 20,0 % respectivement en 2014 et 2015 conservent leur dynamisme, appréciable représentant en moyenne 22,4 % du PIB sur la période 2010-2015, et 19,4 % du PIB en 2015. À l'image du dynamisme du secteur privé du Cabo Verde, la performance structurelle des investissements privés est liée en partie aux investissements en biens d'équipements en faveur du développement de l'industrie touristique sous l'impulsion des investisseurs migrants et des filiales des groupes multinationaux établies (BAD, 2014).

L'une des spécificités de l'économie du Cabo Verde est l'importance structurelle de ses exportations de services, principalement les services de tourisme, qui ont représenté 35,6 % du PIB en 2015 avec une moyenne de 31,1 % du PIB sur la période 2010-2015. Pour leur part, les exportations de biens n'ont représenté que 6,7 % du PIB en 2015 et 4,6 % du PIB en moyenne sur la période 2010-2015 (INE, 2015a).

Encadré 3 : Analyse comparative des prévisions pour le Cabo Verde

Les prévisions économiques sont un outil essentiel pour l'aide à la décision dans le secteur public et privé. Ces prévisions sont effectuées aussi bien par les structures nationales que par des organisations internationales. Parmi ces dernières, on peut citer la Banque africaine de développement (BAD), « Economist Intelligence Unit (EIU) », le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Les prévisions effectuées par ces organisations sur la période 2008-2015 se situent dans une marge de 2,2 points de pourcentage, à l'exception de l'année 2009 (voir figure A). En 2009, EIU a réalisé une prévision optimiste avec un taux de croissance de 8,0 % contre 2,5 % pour le FMI. En moyenne, EIU produit les prévisions les plus optimistes (5,1 %) sur la période 2008-2016. En termes de perspectives, la prévision la plus optimiste pour 2016 est faite par la BAD et le FMI, avec un taux estimé à 4,0 % tandis que la Banque Mondiale et EIU anticipent des taux de croissance respectifs de 3,0 % et 2,6 %.

Le degré de précision des prévisions constitue une préoccupation importante, ayant conduit la CEA à mener des évaluations pour mesurer leur degré de fiabilité. L'analyse est basée sur les mesures relatives à la racine carrée de l'erreur quadratique moyenne et l'erreur absolue moyenne. Généralement, plus ces mesures sont élevées sur la période, moins sont fiables les prévisions opérées. Ainsi, sur la période 2008-2014, le FMI et la Banque mondiale ont établi les prévisions les plus fiables, suivies par la BAD et EIU (voir figure B).

Figure A: Prévisions des taux de croissance du PIB

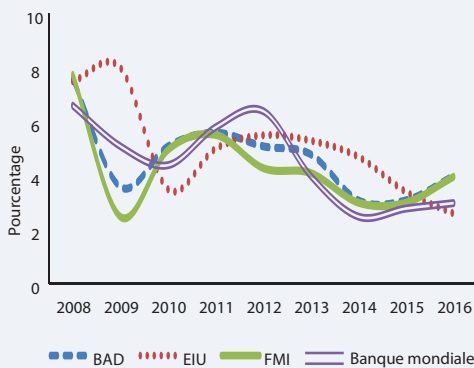
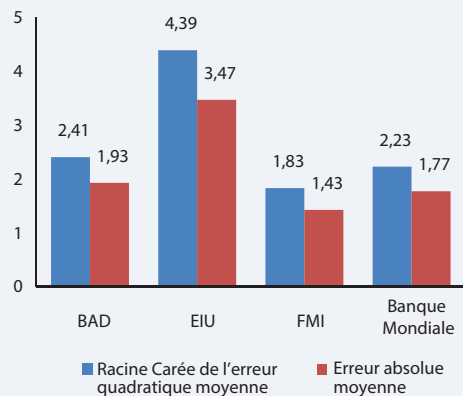


Figure B: Erreur de prévision (2008-2014)



Source: CEA (2015)

3.2 Politique budgétaire

Le déficit budgétaire global s'est résorbé progressivement pour s'établir à 3,8 % du PIB en 2015 contre 7,3 % en 2014, soit légèrement au-delà de la norme communautaire de 3,0 %. Cette performance dans la gestion des finances publiques est en partie imputable non seulement à la capacité de maîtrise des dépenses de fonctionnement de l'État, à la baisse des dépenses d'investissements publics (décélération du PIP) et des subventions des entreprises publiques en difficultés, mais aussi à l'amélioration des capacités de recouvrement des recettes fiscales.

Les recettes totales constituées à hauteur de 74,0 % sur la période 2010-2015 par les recettes fiscales ont été mobilisées à hauteur de 41 827,0 millions d'escudos (26,2 % du PIB) en 2015 contre 35 408,0 millions d'escudos (22,6 % du PIB) en 2014, avec respectivement 30 253,0

millions d'escudos (19 % du PIB) et 27 465 millions d'escudos (17,6 % du PIB) de recettes fiscales. L'importance relative de la mobilisation des recettes fiscales est due en partie à la capacité du pays à recouvrer les taxes dont les deux composantes principales de la fiscalité interne sont l'impôt unique sur le revenu et les impôts sur les biens et services, notamment la TVA qui représente plus de 87,0 % du volume total des impôts sur les biens et services. Face à cette performance de mobilisation des ressources internes, il convient de souligner qu'une part importante de ces recettes échappe encore au contrôle de l'État, notamment à travers l'octroi excessif d'avantages fiscaux, l'incapacité de l'administration fiscale à combattre les pratiques abusives des multinationales et la prédominance des activités informelles (BAD *et coll.*, 2015).

Le Cabo Verde fait preuve d'une maîtrise de ses dépenses de fonctionnement en dépit de la hausse enregistrée 2015 liée principalement à une expansion de la masse salariale consécutive à des mesures de recrutement et de reclassement. Ainsi, les dépenses courantes sont passées de 32 018,0 millions d'escudos (20,5 % du PIB) en 2014 à 34 471,0 millions d'escudos (21,6 % du PIB) en 2015 (MFP, 2016). Les dépenses d'investissement se sont quant à elles légèrement accrues en passant de 3,4 % du PIB en 2014 à 4,1 % du PIB en 2015.

Sous les effets conjugués de la dépréciation de l'escudo par rapport au dollar des États-Unis, de la hausse prévue des dépenses d'investissement public et des nouveaux décaissements de prêts effectués en 2015, l'encours de la dette publique a atteint en 2015 un niveau de 121,2 % du PIB (dont 92,9 % de PIB de dette extérieure) contre 115,0 % du PIB en 2014 (MFP, 2016). La composante extérieure de la dette publique est estimée à environ 70,0 % du volume global au cours des cinq dernières années. Partant de la situation de 2014, le taux d'endettement du pays est largement au-dessus de la moyenne de la CEDEAO (18,0 % du PIB) et de l'Afrique (29,6 %).

Tableau 2 : Opérations financières de l'État (en pourcentage du PIB)

Principales Variables	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Recettes totales	28,7	25,6	24,4	24,7	22,6	26,2
dont : Recettes fiscales	18,9	20	18,3	18,4	17,6	19
Recettes en capital	7,1	2,9	2,7	2,3	1,5	2,1
Dépenses totales et prêts nets	23,9	23,2	22,9	23,2	23,9	25,7
dont : Dépenses de fonctionnement	19,8	19,5	19,8	20,4	20,5	21,6
Intérêt total dette	1,6	1,5	1,9	2,2	2,2	2,6
Dépenses d'investissements	4	3,7	3,1	2,9	3,4	4,1
Actifs non financiers	15,7	11,6	13,9	10,3	6,1	4,3
Solde global (base engagement)	-11	-9,2	-12,4	-8,8	-7,3	-3,8

Source : Calculs de la CEA à partir des données du Ministère des finances et du plan, 2016

Quant au service de la dette, il est estimé à 17,0 % des exportations en 2015 contre 9,7 % en 2014 (MFP, 2016). Bien que la dette soit en grande partie financée par des emprunts à des conditions très flexibles et à long terme, elle risque de devenir insoutenable si l'assainissement budgétaire ne progresse pas (BAD *et coll.*, 2015). D'où la nécessité pour le Gouvernement d'intensifier ses réformes d'amélioration des capacités de mobilisation des ressources internes à travers le renforcement de l'efficacité de l'administration fiscale et l'organisation des acteurs du secteur informel, principalement dans l'activité de commerce.

En termes de structure, le portefeuille de la dette extérieure du Cabo Verde en 2015 était composé de 47,7 % d'encours auprès des bailleurs multilatéraux, 21,5 % auprès des bilatéraux et 30,8 % de dette commerciale.

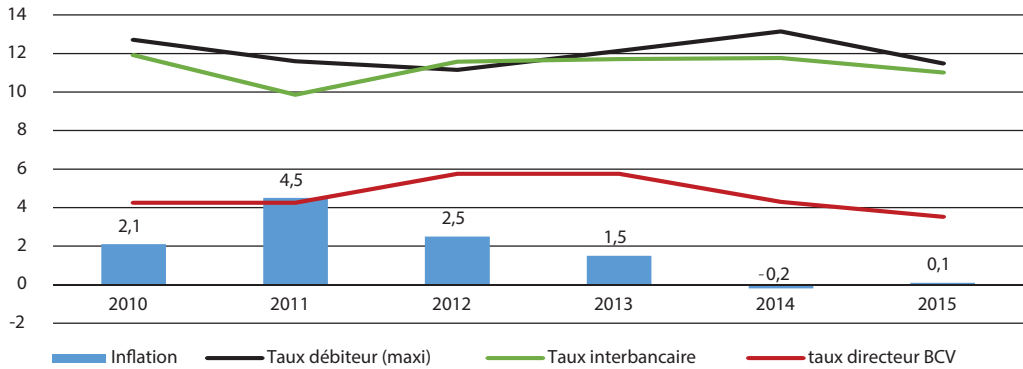
Globalement, le pays doit renforcer ses efforts de mobilisation de ressources internes, de maîtrise des dépenses de fonctionnement et de redynamisation des dépenses d'investissement, tout en veillant à la soutenabilité de la dette afin de relancer la croissance économique limitée au cours des cinq dernières années.

3.3 Inflation et politique monétaire

La politique monétaire poursuit l'objectif de maîtrise des prix. Avec l'arrimage nominal de l'escudo à l'Euro, l'inflation a amorcé une tendance baissière depuis 2011 à cause des effets combinés de la détente des prix des matières premières, de la faiblesse de l'inflation de la zone euro, de la faiblesse de la demande intérieure et de la baisse de la demande extérieure. Il faut souligner qu'à l'instar des autres pays de la sous-région CEDEAO, les prix des matières premières, notamment ceux de la production agricole constituent le principal déterminant de l'inflation au Cabo Verde. Ainsi donc, l'inflation a évolué en dessous de 3,0 % depuis 2012 pour s'établir à 0,1 % en 2015 contre -0,2 % en 2014. Cette amorce de la baisse de l'inflation en 2011 a été suivie par la baisse substantielle du taux directeur de la Banque centrale du Cabo Verde à partir de 2012 et de celle du taux d'emprunt bancaire à partir de 2014. En effet, le taux directeur et le taux débiteur ont chuté en 2015 par rapport à 2014 de 18,0 % (4,3 % à 3,5 %) et 12,6 % (13,1 % à 11,5 %) respectivement.

Cette politique monétaire de ciblage de l'inflation afin de stimuler l'investissement par la baisse substantielle du taux du crédit s'est traduite par une augmentation du crédit au secteur privé de 93 501,8 millions d'escudos (59,8 % du PIB) en 2014 à 93 762,0 millions d'escudos (58,8 % du PIB) en 2015, soit une hausse de 0,3 %. Le crédit à l'administration centrale a également suivi la même tendance en passant de 25 295,2 millions d'escudos en 2014 à 26 711,1 millions d'escudos en 2015, soit une hausse de 5,6 % (MFP, 2016).

Figure 4 : Évolution de l'inflation et des taux du système bancaire de 2010-2015 (en pourcentage)

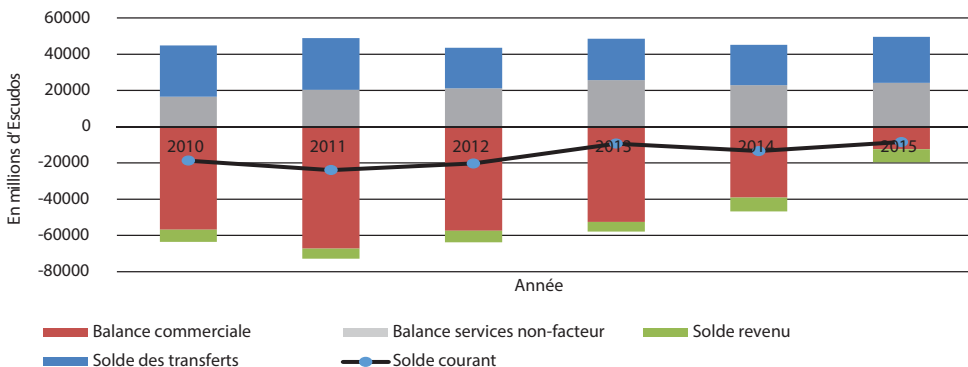


Source : Calculs de la CEA à partir des données de l'INE, 2016 et BCV 2016.

3.4 Compte courant

Le déficit du compte courant s'est inscrit dans une tendance à l'amélioration depuis 2012 en passant de 16,2 % du PIB en 2011 à 13,5 % du PIB en 2013 pour s'établir à 5,2 % en 2015 contre 8,6 % du PIB en 2014. Ce niveau est égal à la moyenne de l'Afrique (5,2 %) et quasiment égal à celle de la CEDEAO (5,0 %) en 2015. La tendance à l'amélioration du déficit du compte courant depuis 2012 est en partie liée à l'amélioration des exportations de biens, des services non facteurs, notamment celles en rapport avec le secteur touristique et à l'évolution structurellement positive des transferts nets, même si ces derniers sont en décélération depuis 2012. En effet, la balance commerciale de biens, le solde de services non facteurs et le solde de transferts courants ont évolué de -25 % du PIB à -7,7 %, de +14,7 % du PIB à +15,0 % et de +14,2 % du PIB à +15,6 % entre 2014 et 2015 respectivement. S'agissant en particulier des transferts courants, il convient de noter que les envois de fonds des émigrés ont représenté 9,9 % du PIB en 2014 (BCV, 2015).

Figure 5 : Évolution du solde du compte courant et ses composantes (en millions d'escudos)

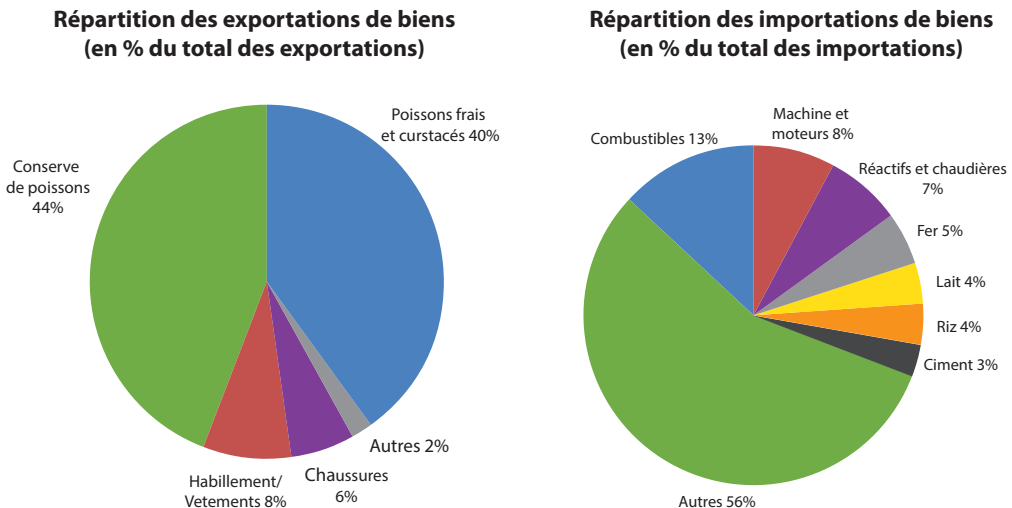


Source : Calculs de la CEA à partir des données de l'INE, 2016.

En termes de performances commerciales, le Cabo Verde entretient des liens privilégiés avec l'Europe, son principal partenaire commercial. En effet, selon le rapport de 2016 de l'INE sur les statistiques du commerce extérieur, les exportations de biens du Cabo Verde constituées essentiellement de produits halieutiques (84,5 % des exportations en 2015), notamment le poisson (frais et en conserves), sont estimées à 6 646,0 millions d'escudos (66,84 millions de dollars É.-U.) en 2015 contre 6 700,0 millions d'escudos (80,62 millions de dollars É.-U.) en 2014. L'Union européenne est la principale région de destination, notamment l'Espagne qui a représenté 69,0 % des exportations de biens du pays en 2015. Quant aux importations, constituées essentiellement de combustible, d'équipements, de matériaux de construction et de produits alimentaires (riz notamment), elles ont été estimées à 60 054,0 millions d'escudos (603,98 millions de dollars É.-U.) en 2015 contre 64 131,0 millions d'escudos (772,29 millions de dollars É.-U.) en 2014, avec encore l'Union européenne comme principale région d'origine (75,8 % en 2015), dont principalement le Portugal (43,5 % des importations en 2015) suivi des Pays-Bas (11,6 % des importations en 2015).

Il convient de retenir que la forte dépendance du Cabo Verde aux exportations des services (principalement du tourisme) et aux envois des fonds des Cabo Verdiens de l'extérieur constitue une vulnérabilité pour l'économie face à la récurrence des chocs exogènes. D'où la nécessité pour le pays d'accélérer et d'intensifier les réformes de diversification de l'économie, notamment par l'industrialisation afin d'augmenter ses exportations des produits manufacturiers.

Figure 6 : Structure du commerce extérieur (2015)



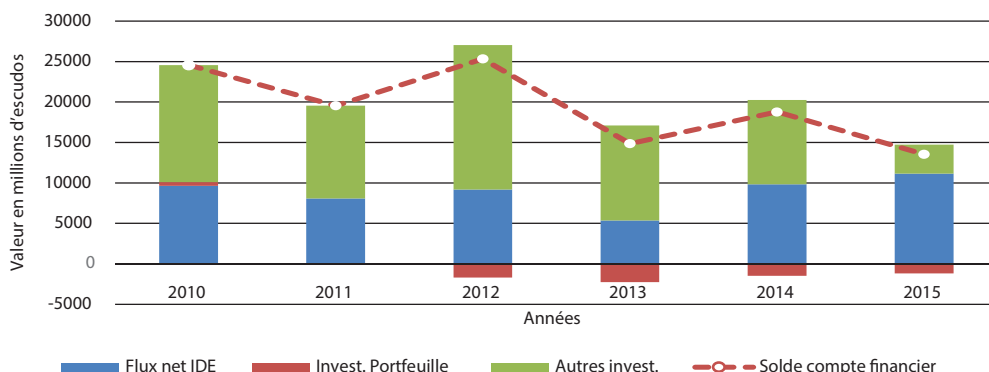
Source: Calculs de la CEA à partir de données de l'INE, 2015b.

3.5 Compte de capital et financier

Outre la contribution du compte courant, le niveau appréciable du solde de la balance globale des paiements depuis 2012 est aussi imputable à l'évolution favorable du solde du déficit du compte financier qui est passé de +16,8 % du PIB en 2012 à +12,0 % du PIB en 2014, puis à +8,3 % du PIB en 2015, due principalement aux flux nets des investissements directs étrangers qui ont progressé de 6,1 %, 6,3 % et 6,8 % du PIB sur la même période. Pendant que l'attraction des autres investissements enregistre un ralentissement depuis 2012, les investissements de portefeuille enregistrent des flux nets négatifs sur la même période avec une tendance à l'amélioration.

Le secteur du tourisme constitue la principale destination des investissements directs étrangers qui ont enregistré une progression de 13,5 % entre 2014 et 2015, passant de 9 822,28 millions d'escudos à 11 146,31 millions d'escudos. Outre le secteur du tourisme, la santé et la pêche enregistrent également de bonnes perspectives d'investissements (BAD, 2015).

Figure 7 : Évolution du solde du compte financier (en millions d'escudos)



Source : Calculs de la CEA à partir des données du Ministère du plan et des finances, 2016.

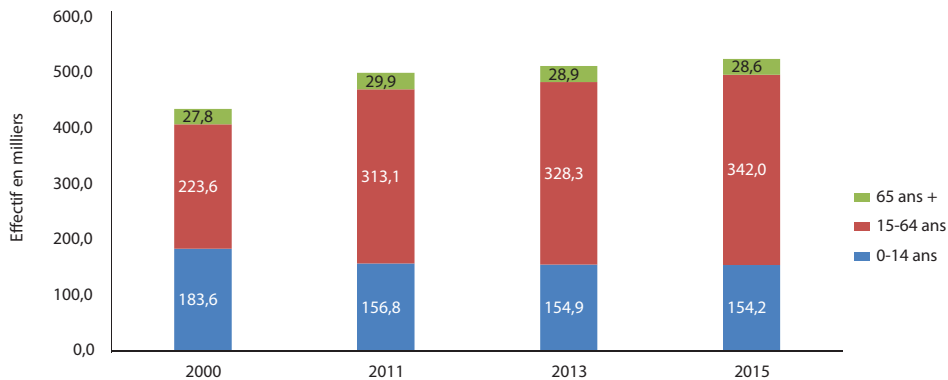
Développement social

Considéré par la Banque mondiale comme pays à revenu intermédiaire depuis 2007, le Cabo Verde fait partie des rares pays de la sous-région et même du continent à atteindre plusieurs cibles en matière de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), aussi bien en termes de progrès que de niveau des indicateurs sociaux de développement en 2015 (CEA, 2016).

4.1 Dynamique démographique

La population du Cabo Verde, répartie sur vingt-deux municipalités, est passée au cours des cinq dernières années de 499 929 habitants en 2011 à 524 833 habitants en 2015 (INE, 2015), dont 262 334 femmes (49,98 %), avec un taux de croissance démographique de 1,2 % (contre 2,4 % sur la période 1990-2000) et un taux de fécondité de 2,29 enfants, soit le plus faible taux de la sous-région. L'île de Praia est la plus peuplée (28,8 % de la population totale) et l'île de Tarrafal de S. Nicolau la moins peuplée (0,9 % de la population totale). Avec une superficie de 4 000 km², la densité de la population est estimée en 2015 à 135,2 habitants /Km² (contre 108 habitants/Km² en 2000) avec une population urbaine représentant 64,0 % de population totale (contre 53,7 % en 2000). Le Cabo Verde enregistre l'espérance de vie la plus élevée de la sous-région en 2015, avec 71,5 ans pour les hommes et 79,9 ans pour les femmes (INE, 2015a).

En termes de structure, et à l'instar des autres pays de l'Afrique, la population du Cabo Verde est à dominance très jeune (âge moyen en 2015 de 28 ans), avec 47,4 % de la population totale ayant moins de 24 ans. La part de la tranche d'âge de moins de 14 ans a baissé, passant de 42,2 % en 2000 à 27,4 % en 2015, ce qui traduit un rétrécissement de l'effectif de cette tranche résultant en partie de la baisse du taux de fécondité. Par ailleurs, compte tenu de l'augmentation régulière du nombre de femmes et d'homme en âge de travailler, le taux de dépendance a progressivement baissé au cours des cinq dernières années pour s'établir à 53,5 % contre 61,8 % en 2010, représentant le plus bas taux de dépendance de la sous-région.

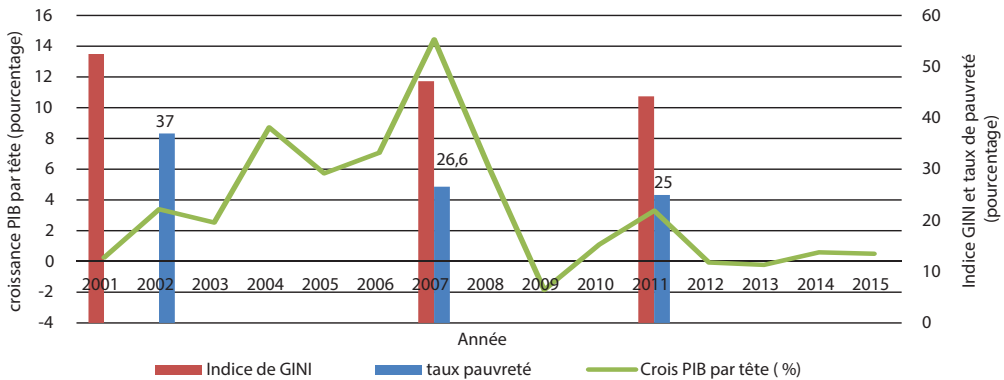
Figure 8 : Évolution de la population par groupe d'âge (en milliers)

Source : Calculs de la CEA à partir des données de l'INE, annuaire statistique de 2015.

Contrairement aux autres pays de la sous-région et même du continent, le Cabo Verde connaît une baisse progressive de l'effectif des enfants (0-14 ans) et une hausse de l'effectif de la tranche d'âge de la population active de 15-64 (figure 8). Cette dynamique s'explique en partie par la baisse progressive du taux de mortalité infantile ainsi que du taux de fécondité. Ce qui induit également la baisse du ratio de dépendance. Cette transition progressive offre plus d'opportunités de développement au pays, positionnant ainsi le Cabo Verde sur une bonne trajectoire pour tirer pleinement profit du dividende démographique.

4.2 Pauvreté et emploi

Les efforts de développement entrepris par le Cabo Verde qui ont valu sa reclassification en 2007 du groupe des pays moins avancés (PMA) au groupe de pays à revenu intermédiaire sont perceptibles à travers la bonne progression des principaux indicateurs de bien-être de sa population. Avec un Indice de développement humain (IDH) de 0,646 en 2014 contre 0,534 en 2010, le Cabo Verde fait partie des deux pays de la sous-région (avec le Ghana) classés parmi ceux à IDH moyen. Cette performance de développement dont fait montre le pays se traduit par la qualité relative des conditions de vie de sa population comparativement aux autres pays de la sous-région. Le Cabo Verde a été le premier pays de la sous-région à réaliser dès 2007 l'ODM1 relatif à la réduction de la pauvreté. Ainsi, selon l'INE, l'incidence de la pauvreté a été estimée à 25,0 % en 2011 (contre 26,6 % en 2007 et 49,0 % en 1990), soit moins que la moitié de son niveau dans la sous-région estimée à 60,0 % (CEA, 2015). Ce taux est estimé à 13,2 % en milieu urbain et à 44,3 % en milieu rural en 2011, traduisant une forte disparité des conditions de vie de ménages entre le milieu rural et urbain. Aussi, l'île de Santa Catarina do Fogo a été identifiée comme la plus pauvre (59,0 % de pauvres) et l'île de Sal, la plus touristique, la moins pauvre (4,0 % de pauvres).

Figure 9 : Évolution du taux de pauvreté, du PIB par tête et de l'indice de GINI

Sources : INE, annuaire statistique 2015 ; Banque mondiale, Indicateurs de développement dans le monde, 2016 et MFP, stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté (DSCR 2012-2016).

Cette importante amélioration des conditions de vie des ménages a été entretenue par la bonne dynamique de croissance du PIB de la période 1993-2008, 7,3 % en moyenne annuelle (INS, 2016) et des investissements substantiels dans le capital humain (BAD, 2014). Elle tient aussi à la baisse des inégalités de revenu illustrée par la baisse de l'indice de GINI et par la forte accélération du revenu individuel des populations, illustrée par la croissance du PIB par tête sur la période 2000-2007 (figure 9). Toutefois, cette accélération a été freinée par les effets liés à la crise économique et financière internationale de 2008 à cause de la forte dépendance de l'économie nationale de l'extérieur, notamment à travers les exportations des services touristiques.

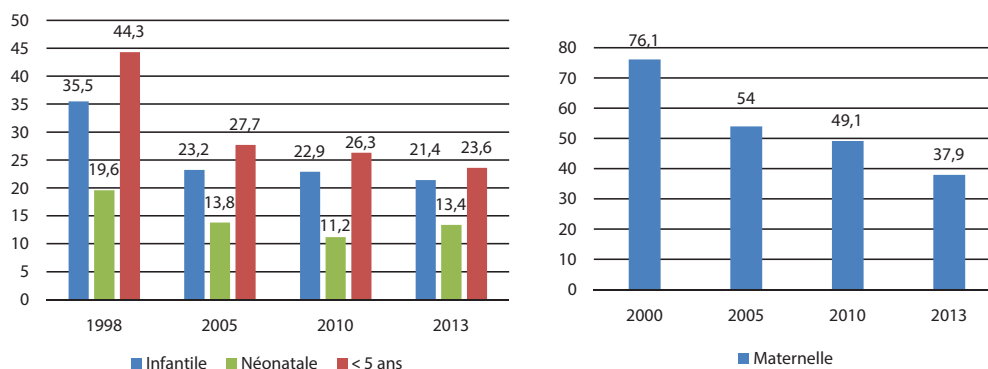
L'amélioration du niveau de création d'emplois a été entretenue par les effets cumulés liés aux importants investissements réalisés au cours de la dernière décennie à travers la mise en œuvre du programme d'investissements publics (PIP) et par le dynamisme du secteur privé, soutenus par l'essor des crédits à l'économie ainsi que l'investissement privé, y compris l'attraction substantielle des investissements directs étrangers (IDE). Le secteur du bâtiment et travaux publics a été le principal destinataire de ces investissements, majoritairement en faveur du développement du secteur touristique (INE, 2015). En termes de répartition sectorielle en 2014, le secteur tertiaire, avec un sous-secteur commercial fortement informel, occupait la majeure partie des emplois avec 65,5 %, suivi du secteur secondaire et du secteur tertiaire avec respectivement 17,8 % et 16,7 % (INE, 2015). L'importance du secteur informel dans le secteur tertiaire expliquerait l'importance de sa part dans les emplois, notamment au niveau des activités de commerces.

Pour ce qui est du phénomène du chômage, il est évalué à 12,0 % en 2014 (BCV, 2015). Son niveau reste préoccupant dans la frange jeune. Selon les estimations de l'INE, le taux de chômage des jeunes (14-24 ans) n'a cessé de croître, passant de 34,6 % en 2013 à 50,8 % en 2014.

4.3 Santé

Le Cabo Verde a réalisé des progrès substantiels en matière de santé, notamment en matière de mortalité infantile et maternelle. En effet, le taux de mortalité infantile s'est établi en 2013 à 21,4 décès pour 1 000 naissances vivantes contre 22,9 en 2010. Quant à la mortalité néonatale, elle a évolué de 11,2 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2010 à 13,4 en 2013 et le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans de 26,3 à 23,6 décès pour 1 000 naissances vivantes sur la même période. Quant à la mortalité maternelle, son taux est passé de 49,1 décès pour 100 000 naissances vivantes en 2010 à 37,9 en 2013 (INE, 2015). Même si les niveaux de ces indicateurs sont de loin les plus bas de la sous-région, il convient de souligner que le Gouvernement doit déployer plus d'efforts pour intensifier l'offre sanitaire. Un niveau de 7,1 % du budget national est alloué au secteur de la santé en 2013 contre 5,7 % en 2010, soit nettement en deçà du minimum de 15,0 % de la déclaration d'Abuja. En outre, les données de l'INE montrent que les infections et les parasites sont une des principales causes de décès chez les enfants de moins d'un an, d'où la nécessité pour le Gouvernement d'améliorer le système d'adduction d'eau et d'assainissement ainsi que l'éducation à la santé publique.

Figure 10 : Évolution des taux de mortalité infantile, néonatale, des moins de 5 ans et du taux de mortalité maternelle



Source : INE, Annuaire statistique 2015.

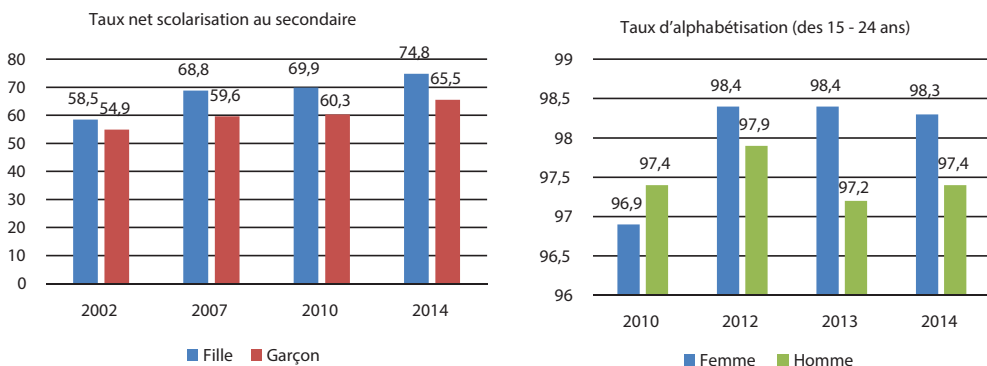
4.4 Éducation

Le Cabo Verde a atteint l'ensemble des cibles OMD en matière d'éducation avant l'échéance 2015. Ces performances sont enregistrées aussi bien dans l'éducation formelle qu'informelle. Ceci a été possible grâce à la politique d'enseignement primaire universel, obligatoire et gratuit mise en place par le Gouvernement (BAD et coll., 2014).

En matière de niveau d'instruction, les données 2014 de l'INE révèlent que seulement 8,3 % de la population a déclaré ne jamais fréquenter l'école contre 12,9 % en 2010. Ce taux était de 11,4 % chez les femmes et 5,1 % chez les hommes en 2014. Ainsi, selon les données de l'annuaire statistique 2015 de l'INE, le taux net de scolarisation au primaire ressort à 92,9 % en 2014 (soit 91,3 % pour les filles et 94,5 % pour les garçons) et celui au niveau secondaire à 70,1 % (soit 74,8 % pour les filles et 65,5 % pour les garçons). Dans le domaine du non formel, le Cabo Verde occupe la cinquième position en Afrique en termes de taux d'alphabétisation (après la Libye, l'Afrique du Sud, le Botswana et l'île Maurice). En effet, son taux d'alphabétisation chez les jeunes de 15-24 ans est estimé en 2014 à 97,8 % (soit 98,3 % pour les filles et 97,4 % pour les garçons) contre 96,3 % en 2010.

Par ailleurs, il convient de souligner qu'en 2013 près de 15,0 % des dépenses totales du Gouvernement sont affectées au secteur de l'éducation, soit un niveau comparable à celui de l'Afrique, à l'exclusion des pays de l'Afrique du Nord, évalué à 16,6 % (WDI, 2016). S'agissant de la qualité du système éducatif, même si des progrès sont notés au niveau du primaire, l'importance des abandons dans la frange 15-24 ans reste préoccupante. Ainsi, le taux de survie en cinquième année d'étude ressortait à 90,0 % en 2010 contre une moyenne de 73,8 % pour la sous-région CEDEAO (UNICEF, 2014). Par contre, au niveau du secondaire et du supérieur, le taux d'abandon est relativement élevé. Il est estimé en 2014 à 40,7 % pour les élèves de 15-19 ans et à 54,3 % pour ceux de 20-24 ans (INE, 2015).

Figure 11 : Évolution du taux net de scolarisation au secondaire et du taux d'alphabétisation des jeunes de 15-24 ans (sexe, pourcentage)



Source : INE, Annuaire statistique 2015.

4.5 Évaluation de l'égalité de genre au Cabo Verde

L'état de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes est mesuré en fonction de domaines clés indiqués dans le diagramme circulaire ci-dessous. Ces domaines sont déterminants pour l'amélioration des conditions de vie des femmes ainsi que pour leur contribution à la croissance durable et partagée de l'Afrique.

Pour évaluer l'ampleur réelle de l'inégalité qui existe entre les hommes et les femmes et pour parvenir à mesurer l'égalité hommes-femmes et l'autonomisation des femmes en Afrique, la CEA a mis au point un outil de suivi appelé, Indicateur de développement et des inégalités entre les sexes en Afrique (IDISA). L'IDISA permet aux décideurs d'évaluer leur propre performance dans la mise en œuvre des politiques et des programmes qui visent à mettre fin à la marginalisation des femmes.

Le calcul de la performance est basé sur les données de l'Indice de la condition de la femme. Cet Indice est une composante de l'IDISA. Pour chaque indicateur clé, la performance est calculée comme une moyenne arithmétique non pondérée, en prenant le ratio femmes/hommes des valeurs de l'indicateur, le multipliant par 10 et en arrondissant le résultat au nombre entier le plus proche. Une note de zéro représente le degré d'inégalité le plus élevé, une note de 5 montre une parité moyenne, tandis qu'une note de 10 représente une parité parfaite. Un niveau de parité supérieure à 10 représente des situations où les femmes surclassent les hommes, quel que soit le niveau de développement de la zone en cours d'évaluation.

La plupart des chiffres utilisés pour calculer les notes proviennent des plus récentes données nationales disponibles. Toutefois, pour certains indicateurs, les pays ne disposent pas de données ventilées. Les données utilisées sont alors internationales et de sources diverses.

Encadré 4: Égalité de genre et autonomisation des femmes - Cabo Verde

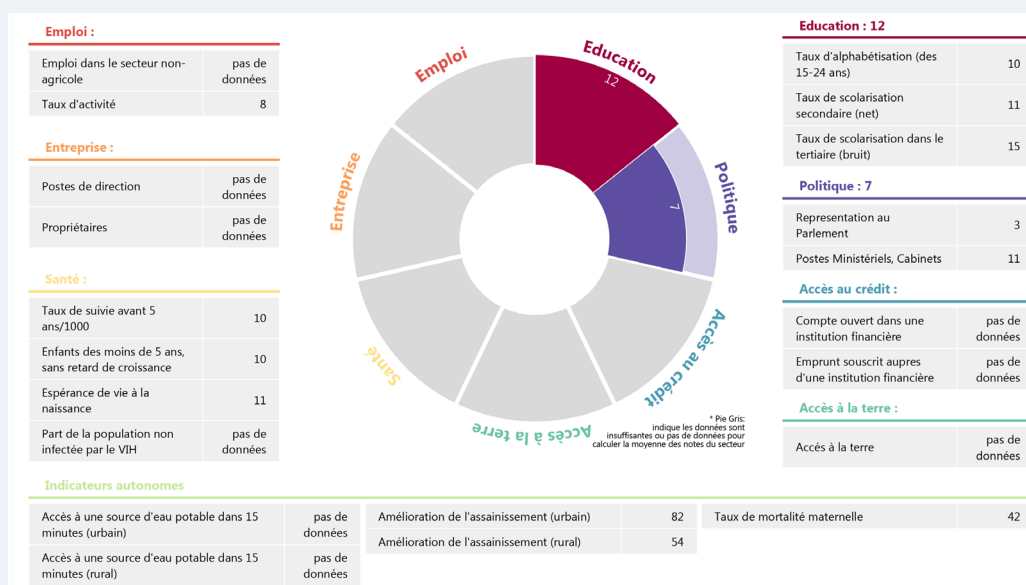
Au Cabo Verde, les données indiquent qu'il y a égalité de genre pour le taux de survie moins de cinq ans, les enfants de moins de 5 ans sans retard de croissance, et le taux de 15-24 ans d'alphabetisation.

L'accès à l'enseignement au niveau secondaire et tertiaire pour les femmes est plus élevé que celui des hommes. Le taux net de scolarisation dans le secondaire pour les femmes est de 74,8 % par rapport à 65,6 % pour les hommes. Au niveau du secteur tertiaire, des taux respectifs de 27,5 % et 18,9 % sont notés respectivement pour les femmes et les hommes en 2014.

Une situation plus favorable est aussi notée pour les femmes en ce qui concerne l'espérance de vie à la naissance, celle des femmes, évaluée à 79,9 ans en 2015 dépassant celle des hommes de huit ans (INE, 2015a).

Le taux de participation au marché du travail pour les femmes était de 51,2 % contre 65,0 % pour les hommes, résultant en un score de parité de 8, qui est au-dessus du niveau de la parité moyenne.

En dépit des importants progrès réalisés dans les secteurs ci-dessus mentionnés, l'inégalité de genre est observée dans la représentation au Parlement. Seulement 20,8 % des parlementaires sont des femmes.



Source : Commission de l'Union africaine et CEA, 2015.

5

Analyse thématique: relever le défi de l'intégration régionale pour soutenir la transformation structurelle

Le Cabo Verde a rejoint la CEDEAO¹ en 1976². Le pays est la douzième économie de la sous-région, avec une part de 0,3 % du PIB sous-régional. Il constitue le plus faible marché de la sous-région, en abritant moins de 0,02 % des citoyens de l'Afrique de l'Ouest.

L'appartenance à une union ou communauté d'intégration sous-régionale où à une échelle plus élargie est motivée par des raisons à la fois historiques, géopolitiques et économiques (CEA, 2016d). Dans le cas du Cabo Verde, la lutte pour l'indépendance politique menée conjointement avec la Guinée Bissau, avec le soutien des pays de l'Afrique de l'Ouest ainsi que le partage d'aires de peuplements ethnolinguistiques avec des pays de la sous-région ont d'emblée justifié l'adhésion au processus communautaire. La justification politique et historique est renforcée par les impératifs économiques, dans un contexte de mondialisation accrue et de persistance des défis de développement. À cet égard, la poursuite de l'objectif d'intégration régionale constitue la stratégie la plus appropriée pour bénéficier des effets de création de commerce et d'opportunités d'investissements, particulièrement pour une économie de petite taille comme celle du Cabo Verde. L'atteinte de ces gains requiert toutefois des préalables en matière de coordination et de coopération des politiques entre les États parties à l'initiative d'intégration sous-régionale.

Eu égard à l'ampleur des dynamiques d'intégrations dans le monde, et en Afrique en particulier, des efforts sont entrepris pour renforcer les outils et mesures d'évaluation de l'intégration régionale. La CEA procède à une analyse annuelle de l'état de l'intégration en Afrique et élabore un indice de l'intégration régionale en Afrique (IIRA)³. À l'échelle de la CEDEAO, il est également entrepris, entre autres, un processus de surveillance multilatérale des politiques macroéconomique, de formulation et de mise en œuvre de politiques communautaires et d'application des protocoles et décisions. La sous-région

1 La CEDEAO est la Communauté économique régionale de l'Afrique de l'Ouest instituée par le Traité de Lagos (Nigéria) en 1975.

2 Le Cabo Verde a accédé à l'indépendance politique le 5 juillet 1975.

3 L'indice élaboré en collaboration avec la BAD et la Commission de l'Union africaine couvre les 5 dimensions suivantes: i) la libre circulation des personnes ; ii) l'intégration commerciale ; iii) l'intégration productive (développement de chaînes de valeur régionales) ; iv) les infrastructures ; et v) l'intégration financière et la convergence des politiques macroéconomiques.

mesure aussi les échanges intra-CEDEAO et évalue les avancées en matière d'infrastructures et de capital humain.

L'analyse des résultats de ces différentes évaluations fait ressortir globalement de faibles performances pour le Cabo Verde, comparativement aux autres pays de la sous-région et du continent. Ainsi, selon le classement du pays suivant l'IIRA présenté dans l'Encadré 1 plus haut sur ledit indice, le pays se classe globalement au douzième rang sur les quinze pays de la CEDEAO. Plus spécifiquement, le Cabo Verde ne devance que 3 pays de la CEDEAO, au niveau de l'intégration commerciale mesurée notamment à travers ses échanges extérieurs intra-CEDEAO et les tarifs douaniers moyens appliqués sur les importations intra-CEDEAO. Dans la même lancée, la revue des évaluations de l'intégration au niveau de la CEDEAO confirme des échanges intra-CEDEAO limités ainsi que de relatives faiblesses au niveau de la volonté politique et de certains chantiers majeurs d'intégration. Il s'agit notamment de la participation aux réunions statutaires, l'engagement dans le processus de monnaie unique, la ratification et l'application des décisions et protocoles communautaires et les infrastructures de connexion.

Deux questions majeures émergent au regard de cette configuration. Quelles sont les raisons des faibles performances de Cabo Verde en matière d'intégration? Par quelles voies et moyens le Cabo Verde pourrait-il renforcer son insertion au marché ouest-africain?

Dans cette perspective, à la suite d'une revue du positionnement de Cabo Verde en matière d'intégration sous-régionale, les facteurs qui pourraient expliquer ses performances seront analysés avant de dégager des pistes et orientations susceptibles de permettre au pays de renforcer son ancrage dans l'économie sous-régionale et continentale.

5.1 Une insertion limitée au marché sous-régional et régional

Au cours des quarante dernières années, le Cabo Verde a mis en œuvre, à des degrés divers, les principales décisions, protocoles et autres règles communautaires, résultant des différentes phases enregistrées dans le processus d'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest. Le positionnement de Cabo Verde par rapport au respect des engagements sous-régionaux et continentaux est mesuré à travers l'indice d'intégration régionale en Afrique et les différents mécanismes d'évaluation de l'état de l'intégration dans le cadre de la CEDEAO.

Plus spécifiquement, comme précisé dans l'Encadré 1 sur l'IIR, à l'exception des infrastructures régionales et de la libre circulation des personnes, le Cabo Verde affiche des performances moindres sur les trois autres dimensions de l'intégration sous-régionale suivies.

En ce qui concerne les infrastructures, le Cabo Verde est classé, notamment sur la base de l'indice de développement des infrastructures en Afrique de la BAD⁴ (BAD, 2016), au neuvième rang africain et au premier rang en sein de la CEDEAO. Cette performance est confirmée par le positionnement globalement favorable de Cabo Verde quant à l'accès aux infrastructures et services de base. Le pays a les meilleurs résultats de la sous-région en matière d'atteinte des OMD et figure dans le groupe des pays à revenus intermédiaire depuis 2007.

S'agissant de la libre circulation, en appliquant le protocole de la CEDEAO sur la libre circulation des biens et des personnes, le Cabo Verde partage avec l'ensemble des pays de la CEDEAO la bonne performance sur cette dimension. Par contre, sur les trois autres dimensions, il ressort une faible intégration commerciale, productive, financière et économique.

Ainsi au niveau de l'intégration commerciale, le Cabo Verde se singularise par des échanges orientés vers l'Europe, et en particulier l'Espagne et le Portugal, ancien pays colonisateur. Ces deux pays fournissent en 2015 58,8 % des importations et reçoivent 83,1 % des exportations du pays (INE, 2015b). Il en résulte des parts respectives pour l'Afrique évaluées à 2,2 % et 4,0 %, soit parmi les plus faibles d'échanges intra-africains et intra-sous-régionaux. Le Sénégal et le Maroc constituent les deux principaux partenaires commerciaux du pays. En comparaison, les importations et exportations intra-CEDEAO sont évaluées respectivement à 9,5 % et 9,0 % en moyenne entre 2010-2014 (CEDEAO, 2015a).

Tableau 3 : Structure des échanges extérieurs par zone d'origine et de destination

Zone	Moyenne 2010-2014, en pourcentage	
	Importations	Exportations
Afrique	1,9	2,1
dont		
Sénégal	0,6	0
Maroc	0,4	1,2
Europe	79,1	91,8
Dont		
Espagne	7,7	68,3
Portugal	40,7	17,6
Reste du monde	19	6,1

Source : INE, 2015b.

4 L'indice de l'infrastructure en Afrique établi par la BAD classe les pays en fonction de la production d'électricité par habitant, de la part de la population ayant accès à la téléphonie fixe ou mobile, du pourcentage de routes revêtues et de la part de la population ayant accès à une alimentation en eau et à un assainissement améliorés. Le Cabo Verde s'est classé au neuvième rang en Afrique dans l'évaluation de cet indice en 2015.

En ce qui concerne la relative faible intégration productive, elle résulte de la faiblesse des échanges et de la nature des produits échangés. Les exportations du pays sont ainsi constituées à 80,0 % de produits halieutiques sur la période 2013-2015 (INE, 2015b). Quant à l'intégration financière et économique, le Cabo Verde n'a pas de monnaie convertible régionale. Le pays est aussi en retrait au niveau du processus de mise en place de monnaie unique, en n'intégrant pas la Zone monétaire de l'Afrique de l'Ouest instituée jusqu'en 2015 pour entrevoir une fusion avec la zone UEMOA.

Par ailleurs, sur d'autres aspects plus qualitatifs liés à la volonté et à l'engagement politique, des améliorations sont attendues du Cabo Verde pour mieux ancrer le pays dans l'économie sous-régionale. Ainsi, le pays affiche le plus faible taux de ratification des protocoles et conventions de la CEDEAO, avec un niveau de 47,0 % contre un niveau moyen de 74,0 % en considérant l'ensemble des pays de la sous-région. Il s'ajoute que le Cabo Verde n'a pas été représenté au niveau requis à 11,4 % des réunions des Chefs d'État et des ministres de la CEDEAO sur la période 1979-2012. Le pays ne devance que le Libéria et la Guinée Bissau, deux pays ayant connu de fréquentes périodes d'instabilité politique et sécuritaire (CEA, 2015a). Il s'y ajoute aussi que le Cabo Verde affiche une faible appartenance aux autres organisations intergouvernementales de la sous-région (OIG). Le pays est ainsi membre de 13 OIG, contre une moyenne de 19 pour l'ensemble des pays et même des pics pour le Mali (26), le Niger (26), Sénégal (25) et Burkina Faso (26) (CEDEAO, 2014).

5.2 Des facteurs spécifiques expliqueraient-ils les faibles performances du Cabo Verde en matière d'intégration régionale ?

Différents facteurs sont évoqués pour justifier la faible insertion du Cabo Verde à l'économie sous-régionale et continentale. Il s'agit de facteurs ethnolinguistiques et historiques, de la situation insulaire du pays ou encore des faibles potentialités commerciales à l'extérieur.

Sur l'aspect ethnolinguistique et historique

Le Cabo Verde et la Guinée Bissau partagent les mêmes caractéristiques ethniques et la même langue officielle, le portugais. Ce sont les seuls pays lusophones de la sous-région, contre 8 pays francophones et 5 pays anglophones. Les deux pays ont été les seuls à être colonisés par le Portugal. Ils ont une histoire quasi commune de lutte de libération et d'accession à l'indépendance. Toutefois, la Guinée-Bissau a, contrairement au Cabo Verde, l'avantage d'appartenir à la fois à la CEDEAO et à l'UEMOA, ainsi qu'à d'autres cadres de coopération sous-régionale comme les organismes de bassins (OMVS, OMVG) du fait de son voisinage terrestre. Cette situation permet au pays d'entretenir un cadre d'intégration, d'échanges et de communication intrarégionaux plus approfondi.

Ainsi, la Guinée-Bissau est classée au dixième rang au niveau de IIRA 2016, avec des performances légèrement supérieures à celles du Cabo Verde en intégration commerciale et

intégration financière. Les parts des exportations et importations intra-CEDEAO du pays sont respectivement de 42,9 % et 13,0 % pour la Guinée-Bissau, niveaux nettement supérieurs au ratio de 3,0 % environ de commerce intrarégional du Cabo Verde. Sur le plan de l'intégration financière et macroéconomique, la Guinée-Bissau bénéficie de son appartenance à l'UEMOA constituée de huit pays de la sous-région, avec une monnaie commune et des politiques communes et harmonisées dans plusieurs domaines. Plus globalement, la Guinée-Bissau est plus impliquée au plan institutionnel en matière d'intégration régionale, en étant membre de 21 OIG contre 13 pour le Cabo Verde.

Il ressort de cela que la Guinée-Bissau, bien que partageant des caractéristiques historiques et ethnolinguistiques relativement comparables à celles du Cabo Verde, réalise de meilleures performances en matière d'intégration sous-régionale. Cette situation serait-elle alors liée à la position géographique du Cabo Verde sur le continent ?

L'insularité du Cabo Verde

L'insularité du Cabo Verde serait-elle le principal facteur spécifique à l'origine de la faible intégration du Cabo Verde ? L'absence de connexions terrestres limite en effet les échanges frontaliers qui restent importants en Afrique de l'Ouest. À cet égard, les échanges terrestres transfrontaliers informels pourraient représenter 20,0 % du PIB au Nigéria et 75,0 % du PIB au Bénin (CEA, 2013), à titre illustratif. Le pays est aussi absent des grands pôles et corridors de réseaux marchands identifiés dans la sous-région, comme la zone de conurbation méridionale comprenant le sud du Nigéria, du Bénin, du Togo, et du Ghana, et qui se prolonge en Côte d'Ivoire et qui est baptisée « zone de coprosperité ». Cette zone qui abrite près de 50,0 % de la population de la région est caractérisée par près de 60,0 % des échanges commerciaux (Enda Cadid, 2012).

Aussi, du fait de sa situation géographique, le Cabo Verde est exclu du champ de pays concernés par les routes prioritaires d'intégration notamment la route transcôtière Lagos-Nouakchott via Dakar (4 560 km), la route transsahélienne Dakar-N'Djamena (4 460km). Sur le premier tronçon, des effets positifs importants sont attendus sur le renforcement de l'intégration régionale avec l'autoroute Lagos-Abidjan. Ce corridor draine environ 70,0 % de tout le trafic transitaire régional, abrite près de 30,0 millions d'habitants et sert de transit à 75,0 % des échanges en Afrique de l'Ouest.

L'examen du cas spécifique du Cabo Verde par rapport au Sénégal, le pays le plus proche de la sous-région, à 400 km de ses côtes, renseigne également sur sa faible intégration sous-régionale. En excluant les effets liés à la compétitivité, aux liens commerciaux historiques avec le pays colonisateur et les autres pays européens, la mer constitue une réelle barrière au développement de flux commerciaux entre les deux pays. En effet, bien que le Sénégal soit le principal partenaire du Cabo Verde dans la sous-région, les flux d'échanges restent très limités. Les parts des importations en provenance du Cabo Verde et des exportations

en direction du Cabo dans les échanges intrarégionaux du Sénégal sont respectivement de 0,06 % et 0,3 % en 2014.

En comparaison avec le Mali, dont la capitale est distante de près de 1 300 km de celle du Sénégal, mais qui a l'avantage de partager une frontière terrestre, ces parts ressortent à 0,1 % et 36,0 %. La part relativement élevée des exportations du Sénégal vers le Mali est liée à l'achat de produits pétroliers et de ciment entre autres. Des produits pour lesquels le Cabo Verde s'approvisionne à partir des marchés européens.

Sur un autre plan, le Cabo Verde est exclu des échanges électriques opérationnels entre plusieurs pays de la CEDEAO (Sénégal-Mali-Mauritanie, Côte d'Ivoire-Ghana, Togo-Bénin, Nigéria- Niger ...). Le pays doit ainsi faire face à des surcoûts importants de production liés à la configuration du pays autour de dix principales îles (BAD, 2011).

Enfin, les contraintes liées à l'insularité du Cabo Verde auraient pu être réduites à la faveur de l'existence de liaisons maritimes et aériennes avec les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest. La seule liaison aérienne avec la sous-région, limitée à Bissau et Dakar, est réalisée avec une fréquence de 2-3 vols par semaine par le Cabo Verde Airlines (TACV). Quant aux liaisons maritimes, elles sont réalisées de façon irrégulière par 2 à 3 bateaux.

À titre de comparaison, le Cabo Verde partage avec d'autres pays africains comme Maurice, Seychelles, Madagascar et Comores son insularité. Aussi, il est analysé dans l'Encadré 4 les performances de ces pays du point de vue de certains indicateurs en matière d'intégration régionale afin d'apprécier les efforts du Cabo Verde dans ce domaine.

Encadré 4 : Performance en intégration et insularité : cas de Maurice, Seychelles, Madagascar et Comores

Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles sont membres de la Communauté économique régionale du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et dégagent des résultats mitigés en matière d'intégration régionale. Maurice et Seychelles affichent une performance relativement élevée, avec un score global sur les 5 dimensions de IIRA supérieur à la moyenne des pays membres de la COMESA. Madagascar a une performance moyenne tandis que Comores est considéré comme un pays à performance faible, avec un score global inférieur à la moyenne des pays. De façon plus spécifique, Seychelles partage avec le Cabo Verde un meilleur positionnement en matière d'infrastructure. Par contre, sur l'intégration commerciale, de meilleures performances par rapport à Cabo Verde sont relevées pour les autres îles, comme en atteste le tableau suivant :

Structure du commerce intrarégional des pays insulaires de la COMESA (2014, en pourcentage)

Pays	Exportations	Importations
Comores	2,2	23,9
Madagascar	3,3	5,9
Maurice	9,9	2,9
Seychelles	0,7	4,5

Source: COMESA, The 2013 International Trade Statistics bulletin

Il ressort de ce qui précède que le Cabo Verde est moins intégré comparativement aux autres îles du continent, même si la revue des différentes évaluations laisse ressortir des contraintes plus marquées pour cette catégorie de pays en matière d'approfondissement de l'intégration régionale.

Tableau 4 : Commerce extérieur de la CEDEAO et du Cabo Verde pour un groupe de produits potentiellement échangeables (2014, en millions de dollars É.-U., pourcentage)

Produits	Export CEDEAO		Import Cabo Verde		Produits	Import CEDEAO		Export Cabo Verde	
	dollars É.-U.	Pourcentage	dollars É.-U.	Pourcentage		dollars É.-U.	Pourcentage	dollars É.-U.	Pourcentage
Combustible et autres produits minéraux	94 284	75,4	118,2	15,3	Poissons crustacés, mollusques	1 900	1,9	35,9	44,5
Matériaux textiles et ouvrage	2 198	1,8	14,6	14,6	Matériels textiles, ouvrage	1 600	1,8	5,7	7,1

Source : INE, 2015b & CEDEAO, 2015b.

5.3 Facteur lié aux potentialités économiques et commerciales

Le Cabo Verde est peu doté en ressources naturelles contrairement à d'autres pays de la sous-région exportateurs de pétrole (Nigéria) ou de matières premières agricoles (Côte d'Ivoire, Ghana...). Il partage toutefois une structure économique comparable aux pays de la CEDEAO. Son secteur manufacturier reste peu important, à 5,0 % du PIB contre 9,3 % pour la CEDEAO en 2014 (INE, 2015a, CEDEAO, 2015b). Le secteur tertiaire est aussi dominant à l'instar des économies de la sous-région, avec des parts respectives dans le PIB de 62,0 % et 51,0 % en 2014.

Du point de vue de ses performances commerciales, les produits halieutiques restent le principal produit d'exportation, atteignant 84,5 % des ventes à l'extérieur du pays en 2015 (INE, 2015b). L'avantage comparatif du pays sur cette ressource pourrait être limité par l'existence de potentialités comparables dans la sous-région au Sénégal et en Guinée Bissau entre autres. Le pays exporte cependant, même en parts relatives encore limitées, pour l'année 2015, des produits textiles (8,1 %) et des chaussures et dérivés (5,6 %) qui pourraient alimenter les marchés sous-régionaux. Quant aux importations, les achats de combustible (12,8 %), de riz (3,6 %) et de ciment (3,1 %) pourraient provenir de pays de la sous-région qui disposent de potentialités et d'avantages comparatifs en la matière et renforcer ainsi l'intégration commerciale du pays.

Une vue comparative du commerce extérieur du Cabo Verde et de la CEDEAO laisse apparaître des opportunités de création de commerce. Le Cabo Verde pourrait développer dans de bonnes conditions de compétitivité ses échanges en ce qui concerne les produits halieutiques, textiles et les chaussures en ce qui concerne ses exportations. Sur le volet des importations, les pays de la région pourraient être des fournisseurs en combustibles, ciments et pierres, produits ferreux, matières textiles et cuirs et peaux.

S'agissant des services, le Cabo Verde se distingue par le développement de son secteur touristique avec 55,0 % des recettes d'exportations de biens et de services en 2014 (INE, 2015a). Il ressort que les visiteurs proviennent à plus de 70,0 % de 9 pays européens. Aussi, au regard de ses potentialités et ses performances touristiques, le Cabo Verde pourrait élargir son marché vers les ressortissants de la CEDEAO.

Une autre potentialité majeure du Cabo Verde est liée au concept de l'économie bleue, qui pourrait constituer un vecteur de développement et d'intégration du pays. En effet, le pays fait partie des 34 pays côtiers africains sur 54. À cet égard, selon le rapport de la CEA sur l'économie bleue de 2016, le Cabo Verde pourrait amplifier ses activités dans les domaines clés de la pêche, l'aquaculture, le tourisme, les transports, la construction navale, l'énergie, la bioprospection et toutes les filières du secteur minier sous-marin (CEA, 2016e). En particulier, le Cabo Verde pourrait développer davantage l'énergie houlomotrice, dont une application à petite échelle permet déjà d'éclairer des zones reculées et isolées. Le pays pourrait aussi

renforcer son intégration régionale dans le cadre de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud (ZOPACAS) dont elle est membre au même titre que 11 pays de l'Afrique de l'Ouest. Cette zone offre un modèle de cadre de coopération régionale dans tous les domaines : économique, commercial, scientifique, technique, politique et diplomatique.

Globalement, le Cabo Verde est contraint dans son processus d'intégration par des facteurs particuliers liés à son insularité et à ses potentialités économiques et commerciales. Toutefois, des opportunités de renforcement de l'intégration régionale existent et peuvent être développées. Les efforts requis à cet effet devraient s'articuler autour de la promotion des infrastructures de connexions maritimes et aériennes, de la saisine des opportunités offertes par l'économie bleue et d'une réelle volonté des acteurs nationaux de réorientation et de développement des flux commerciaux vers le continent africain. Dans cette perspective les pistes et orientations suivantes pourraient être explorées.

5.4 Pistes et orientations pour un meilleur ancrage du Cabo Verde dans le marché sous-régional et régional africain

Trois leviers pourraient à cet effet articuler le renforcement de l'intégration régionale du Cabo Verde :

Amélioration de la volonté politique pour l'intégration en Afrique de l'Ouest

Le Cabo Verde enregistre les plus faibles taux de participation au niveau requis aux réunions de haut niveau de la CEDEAO ainsi que ceux de ratification et mise en œuvre des protocoles et convention. Le pays s'est aussi relativement mis en marge des processus en cours pour la mise en place d'une monnaie sous-régionale unique. Dans ce contexte, un meilleur engagement du Gouvernement dans la formulation et la mise en œuvre des initiatives sous-régionales s'avère nécessaire.

Renforcement des infrastructures de connexion avec l'Afrique de l'Ouest

Cette piste d'amélioration implique à la fois le Cabo Verde et les institutions régionales d'intégration. En effet, l'insularité du Cabo Verde est ressortie comme une contrainte à l'intégration sous-régionale du pays. Malgré l'importance du commerce frontalier (formel et informel en Afrique de l'Ouest), la voie maritime reste l'une des principales voies d'approvisionnement du continent dans un contexte de faible développement des infrastructures routières et ferroviaires. Aussi, situé à environ 400 km des côtes de l'Afrique de l'Ouest, le Cabo Verde devrait-il engager des efforts plus soutenus pour le développement de liaisons maritimes avec les pays de la CEDEAO.

À cet égard, trois projets majeurs doivent être impulsés par le Cabo Verde et les institutions sous-régionales, principalement la CEDEAO. Il s'agit i) du projet de création d'une compagnie maritime sous-régionale, dénommée Ecomarine International, discuté depuis plusieurs années

au sein des États de la CEDEAO et ii) du corridor multimodal Praia-Dakar-Abidjan prévu dans le Programme pour le développement des infrastructures en Afrique (PIDA) d'un coût de 150,0 millions de dollars des États-Unis. Pour leur part, le Sénégal et Cabo Verde doivent s'engager davantage pour la mise en œuvre de leur accord de coopération signé en septembre 2015 portant sur le transport aérien et la mise en place d'une liaison maritime directe entre Dakar et Praia.

Renforcement des capacités et sensibilisation des acteurs nationaux à l'intégration régionale et aux gains y relatifs

Il a été mis en évidence des opportunités de création de commerce sous-régional et de renforcement de l'intégration régionale pour le Cabo Verde dans les domaines particuliers des produits halieutiques, des combustibles, du ciment, des produits textiles et du tourisme. L'exploitation de ces opportunités pourrait mener à des « gains immédiats » pour le pays en termes d'amélioration de l'insertion du Cabo Verde dans le marché de l'Afrique de l'Ouest. À l'instar du séminaire national sur « Les États-nations face aux défis de l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest le cas du Cabo Verde » tenu en 2007 à l'initiative de l'UNESCO, les études et produits de connaissance sur l'intégration régionale et les analyses d'opportunités ainsi que de coûts et bénéfices y relatifs doivent être renforcés pour développer l'appropriation du processus d'intégration régionale dans le pays. Dans cette perspective, les acteurs du secteur privé et ceux de la recherche et de la société civile devraient être impliqués au premier rang.

5.5. Principaux défis et messages à retenir

L'examen du cadre économique et social et de la thématique de l'intégration régionale a mis au jour des défis majeurs à relever par le Cabo Verde pour renforcer son positionnement sur le sentier de la transformation structurelle et du progrès économique et social.

Vulnérabilité de l'économie aux chocs exogènes : Les principaux facteurs qui déterminent cette vulnérabilité sont le degré élevé d'ouverture de l'économie au reste du monde et sa forte dépendance à l'égard du tourisme. Le Cabo Verde a été négativement affecté par la crise financière mondiale de 2008 et la crise de la dette publique dans la zone euro de 2010 qui ont notamment entraîné la baisse des flux nets d'IDE, la réduction de l'aide extérieure, la hausse du taux de chômage en particulier chez les jeunes et les femmes, le resserrement budgétaire et l'aggravation de l'endettement public. Le pays enregistre globalement une faible croissance depuis 2009, ce qui fait craindre son entrée dans une « trappe » de faible croissance, voire de stagnation, suite à sa reclassification parmi les pays à revenu intermédiaire. D'où la nécessité pour les décideurs de renforcer les fondements d'une croissance économique durable par une diversification de l'économie mettant à profit les atouts et potentialités du pays dans le domaine de l'énergie renouvelable, ses ressources halieutiques, son attractivité touristique et le hub maritime qu'il pourrait constituer grâce à sa situation géostratégique entre les trois continents africain, européen et américain.

Un secteur touristique faiblement inclusif : Le secteur du tourisme reste alimenté par des biens de consommation intermédiaire importés essentiellement de l'Europe. Au regard de l'importance du potentiel touristique du pays, la stratégie sectorielle en cours de mise en œuvre devrait permettre le développement d'une industrie touristique inclusive avec une exploitation de toute la chaîne de valeur du sous-secteur. Le pays, à travers le secteur privé, doit avoir une position économiquement active dans le développement et l'exploitation des activités en amont et en aval du développement touristique. Ceci passe aussi par la réduction des disparités entre îles en matière d'infrastructure touristique, la connexion entre les différentes îles par des moyens de transport et de communication appropriés.

Une relative stagnation des principaux indicateurs sociaux : Cette situation porte à croire que le pays a atteint ses limites de progression en matière d'amélioration de l'offre des services sociaux de base. Il ressort des analyses que l'effectif du personnel soignant et le nombre de formations sanitaires sont demeurés quasiment inchangés au cours de la dernière décennie. Cette situation s'est traduite par une évolution en dents de scie des taux de mortalité infantile et maternelle. En outre, même si le pays enregistre des taux de scolarisation au primaire et au secondaire relativement satisfaisants par rapport aux autres pays de la sous-région, la qualité de l'enseignement au niveau secondaire et supérieur reste une préoccupation nationale. Cette préoccupation a été classée en premier rang en 2013 par les populations durant les consultations nationales pour la définition de l'agenda post-2015.

Une faible intégration sous-régionale, dans un contexte de quasi-absence d'infrastructures de connexion maritimes et aériennes : Le coût prohibitif de transport pour accéder au Cabo Verde joue considérablement en défaveur de la compétitivité du secteur privé et de l'insertion du pays au marché ouest-africain. Cette contrainte est renforcée par l'engagement encore limité des acteurs nationaux publics et privés dans les initiatives d'intégration sous-régionale. En conséquence, le Cabo Verde doit œuvrer à la mise en œuvre du projet maritime sous-régional Ecomarine, de l'accord de renforcement des infrastructures de connexions aériennes et maritimes avec le Sénégal et du projet du PIDA de corridor maritime Abidjan-Dakar-Praia.

Des opportunités de création de commerce avec l'Afrique de l'Ouest : Le Cabo Verde pourrait développer dans de bonnes conditions de compétitivité ses échanges en ce qui concerne les produits halieutiques, textiles et les chaussures en termes d'exportations. Sur le volet des importations, les pays de la région pourraient être des fournisseurs en combustibles, ciments et pierres, produits ferreux, matières textiles et cuirs et peaux.

6. Évaluation de la qualité des données nationales

Note méthodologiques : La qualité des sources de données nationales pour les principaux indicateurs utilisés dans les profils de pays a fait l'objet d'une évaluation. Le résultat est présenté selon un code de couleurs : une case verte indique une « bonne » source de données, une case jaune une source « satisfaisante » et une case rouge une source « à améliorer ».

Cette évaluation a privilégié la transparence et l'accessibilité de chaque source de données nationales. Elle a pris en compte la régularité et la périodicité de publication des sources de données, au vu de la périodicité de la publication et de la fréquence des mises à jour de données conformément aux normes internationales. La comparabilité des séries de données, leur durée dans le temps, les définitions et les unités de mesure standard ont été évaluées. L'accessibilité des bases de données a elle aussi été évaluée ; plus précisément, la disponibilité des données et leur libre accès au grand public, leur format et la facilité de leur téléchargement et de leur partage. Ont également été évalués la citation des données, ainsi que les renvois à des sources primaires ou secondaires. Enfin, l'évaluation a considéré l'exhaustivité des métadonnées pour la communication de données, ainsi que l'exhaustivité et la clarté de la documentation et des notes.

Démographie	Valeur	Évaluation
Population (en millier)	524.8 (2015)	1
Enfants (0-14 ans)	154.2(2015)	1
Adultes (15-64 ans)	342.0 (2015)	1
Personnes âgées (plus de 65 ans)	28.6 (2015)	1
Taux de croissance annuel moyen	1.23 (2015)	1
Population urbaine (en pourcentage)	65.50 (2015)	1
Taux brut de natalité (en pourcentage)	21.83 (2015)	1
Taux brut de mortalité (en pourcentage)	5.48 (2015)	1
Indice synthétique de fécondité	2.38 (2015)	1
Espérance de vie à la naissance	74.0 (2015)	1

Performance macroéconomique et sectorielle	Valeur	Évaluation
PIB courant (en millions de dollars des États-Unis)	3277 (2015)	3
Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)	2.5 (2015)	3
Taux d'inflation annuelle (en pourcentage)	1.0 (2015)	3

Tendances économiques et indicateurs de performance	Valeur	Évaluation
Exportations biens et services- Total (Escudo, Millions)	5740 (2013)	1
Importations biens et services - Total (Escudo, Millions)	72 637 (2013)	1
APD net (en millions de dollars des États-Unis)	230 (2014)	3
IDE net (en millions de dollars des États-Unis)	78 (2014)	3

Technologie de l'information et de la communication	Valeur	Évaluation
Taux de pénétration de la téléphonie portable (%)	71.9 (2014)	1
Utilisation individuelle d'Internet (%)	32.2 (2014)	1

Éducation et emploi	Valeur	Évaluation
Taux d'alphabétisation (15-24) (en pourcentage)	97.8 (2015)	3
Taux net de scolarisation dans le primaire (en pourcentage)	98.06 (2013)	3
Taux d'emploi de la population (total) (en pourcentage)	62 (2014)	3
Taux de chômage (en pourcentage)	15.8 (2014)	3
Taux de chômage des jeunes	35.8 (2014)	3
Population vivant en deçà du seuil de pauvreté international (1.90\$/jour) (%)	17.57 (2007)	3

Santé	Valeur	Évaluation
Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans en sous-poids		3
Prévalence de la malnutrition (en pourcentage)	9.4 (2015)	3
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans (pour 1 000)	21.9 (2015)	1
Taux de mortalité infantile (pour 1 000)	21.9 (2013)	1
Taux de mortalité néonatale (pour 1 000)	12.0 (2015)	1
Taux de mortalité maternelle (pour 100 000)	37.9 (2014)	1
Dépenses publiques pour la santé (en pourcentage du budget)	11.7 (2014)	3
Top 3 Productions	Valeur	Évaluation
Tomates (en milliers de tonnes)	15.6 (2014)	1
Bananes (en milliers de tonnes)	10.5 (2014)	1
Oignons Secs (en milliers de tonnes)	7 (2012)	1

Environnement	Valeur	Évaluation
Couverture forestière (en pourcentage de la superficie)		
Émissions de CO2 (en milliers de tonnes)	425.38 (2011)	3
Émissions de CO2 (Tonnes par habitant)	0.86 (2011)	3
Consommation électrique par habitant (en kilogrammes en équivalent pétrole)	597 (2012)	

Codes des sources des données

1. Instituto Nacional de Estadística
2. BCEAO
3. World Bank
4. UNICEF
5. Mo Ibrahim Foundation
6. ILO
7. Transparency International
8. UNDP

Bibliographie

BAD (2014), « Document de stratégie pays 2014-2018 », Banque Africaine de développement, Bureau national pour le Cabo Verde, mars 2014.

BAD (2016) : Rapport sur le développement des infrastructures en Afrique, 2011.

BAD, OCDE et PNUD (2014), « Perspectives économiques de l'Afrique », Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économique et le programme des Nations Unies pour le développement, Cabo Verde.

BAD, OCDE et PNUD [2015], « Perspectives économiques en Afrique », Banque africaine de développement, Organisation de coopération et de développement économique et le programme des Nations Unies pour le développement, Cabo Verde.

BCV, 2016 : Banque centrale de Cabo Verde/www.bcv.org, consulté 05/02/2016.

BCV, 2015 : Monetary policy report, 2015.

Banque mondiale (2012), « Le tourisme en Afrique: facteur de croissance et d'amélioration des moyens de subsistance », (<http://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/Africa/Report/africa-tourism-report-2013-overview-fr.pdf>, consulté le 9 avril 2016).

Banque mondiale (2016) <http://www.worldbank.org/en/country/caboverde/overview>, 6 juillet 2016.

CEA (2015), Profil économique et social de l'Afrique de l'Ouest en 2014 et perspectives 2015, mars 2015.

CEA (2016a), « Profil économique de l'Afrique de l'Ouest en 2015 et perspectives en 2016 », Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Ouest, mars 2016.

CEA (2016b), « Rapport d'évaluation des progrès des OMD en Afrique de l'Ouest », Bureau sous-régional de la CEA en Afrique de l'Ouest, mars 2016.

CEA (2016c), « Indice d'intégration régionale en Afrique », Rapport 2016.

CEA (2016d), « LA CEDEAO À 40 ANS : Une évaluation des progrès vers l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest », Commission économique pour l'Afrique, mars 2016.

CEA, BAD et CUA (2016), « Annuaire statistique pour l'Afrique », Commission économique pour l'Afrique, Banque africaine de développement et Commission de l'Union africaine.

CEA (2016e) : L'économie bleue en Afrique : Guide pratique, mars 2016.

CEA (2015a) : « La CEDEAO À 40 ANS : Une évaluation des Progrès réalisés vers l'intégration régionale en Afrique de l'Ouest », mai 2015.

CEDEAO (2015b) : Rapport annuel de la CEDEAO, 2015.

CEDEAO (2015c), Note d'analyse du commerce extérieur, septembre 2015.

CEDEAO (2014), « Document du Programme communautaire de développement de la CEDEAO », 2014.

CEDEAO « Rapport de convergence 2014 de la CEDEAO », Commission économique des États de l'Afrique de l'Ouest, juillet 2014.

COMESA (2013), « The 2013 International Trade Statistics bulletin ».

ENDA CACID (2012, L'état du commerce en Afrique de l'Ouest, Rapport annuel 2012.

INE (2016), « Comptes nationaux définitifs de 2015 », INSTITUTO NACIONAL DE ESTATISTICA, juin 2016.

INE (2015a), « Annuaire statistique 2015 », INSTITUTO NACIONAL DE ESTATISTICA, Annuaire statistique 2015 du Cabo Verde, novembre 2015.

INE (2015b) Statistiques du commerce extérieur – Résumé des résultats provisoires 2014, 2015.

MFP (2016), « Comptes provisoires du 4e trimestre 2015 », Ministère des finances et du plan, mars 2016.

MFP (2012), « Document de stratégie de croissance et de réduction de la pauvreté », Ministère des finances et du plan, DSCR 2012-2016, décembre 2012.

OCDE, BAD, PNUD [2015], « Perspectives économiques en Afrique 2015 : développement territorial et inclusion spatiale », Rapport 2015, 14e édition.

OMS (2016) : <http://www.unmultimedia.org/radio/french/2016/05/loms-confirme-que-le-virus-zika-a-ete-detecte-au-cabo-verde/#.V3oswPbLSUK>.

UNICEF (2014) : Tous les enfants à l'école d'ici 2015 – Initiative mondiale en faveur des enfants non scolarisés – Rapport régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, 2014.

Banque mondiale (2016), Indicateurs de développement dans le monde (2016), consulté le 7 juillet 2016.



UNECA.ORG

Imprimé à Addis-Abeba (Éthiopie) par le Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, certifié ISO 14001:2004. Imprimé sur du papier sans chlore.

ISBN 978-99944-68-88-1

